ROUGE

hebdomadaire d'action communiste

CHAUSSON CABLES DE LYON

LES FLICS HORS DES USINES !

DE RETOUR DU PORTUGAL.

PAGES 18 ET 19

Vendredi 4 juillet 1975 - N° 307 - 24 pages - 3 francs

sommaire

POLITIQUE
Giscard : l'ambition de passer les saisons (éditorial) p. 3
Poniatowski s'en prend à Mitterand p. 4
Notes politiques p. 5
Compte rendu du Comité Central de la LCR p. 5

LUTTES OUVRIERES ET SYNDICATS
Chausson : libérez nos camarades immigrés p. 6
L'autodéfense ouvrière à l'ordre du jour p. 7
Presse : l'opération Hersant — Le Figaro p. 8 et 9
CFDT : les gros sabots d'Edmond Maire p. 10 et 11
CGT : les travaux du 39° Congrès p. 12
Points chauds p. 13

EXTREME GAUCHE
Le PSU répond à la LCR p. 14
Révolution ! bilan d'un Congrès p. 15

ARMEE
Syndicat de soldats : la CGT dit NON ! p. 16

INTERNATIONAL
Liban : laguerre de classe p. 17
En direct du Portugal : la révolution qui vient de notre envoyé spécial Ch. Michaloux p. 18 à 20
Espagne : tous à Handaye le 5 ! p. 21

LIVRES- CINEMA
Cinelutte se présente p. 22

CAMPAGNE DU QUOTIDIEN
Une première victoire ! Près de 13 millions p. 23-24

« Rouge » - 10, Impasse Guéménée - Paris 75004
Téléphone : 272.88.96 et 272.68.82

Directeur de publication : H. Weber
Imprimerie N.P.P.

n° 307- Vendredi 20 juin 1975

ABONNEMENT

particuliers	FRANCE		ETRANGER	
	1 an	6 mois	1 an	6 mois
sous pli ouvert	120 f	60 f	150 f	75 f
sous pli fermé	200 f	100 f	250 f	125 f
collectivités				
sous pli ouvert	100 f	50 f	120 f	60 f

Paiement à l'ordre de « Rouge »
10, Impasse Guéménée - Paris 4ème
par avion : écrire à « Rouge »
Seules les demandes accompagnées du règlement sont prises en compte. Joindre 3 F et la dernière bande pour un changement d'adresse.

je désire m'abonner à
ROUGE

NOM.....

ADRESSE.....

.....

.....

ABONNEMENT DESIRE.....

.....

ATTENTION

- Rouge paraît tout le mois de juillet.
- Le dernier numéro sera un numéro spécial pour le mois d'août.
- Reprise de la publication hebdomadaire début septembre.

LECTEURS,

Procurez-vous « Rouge » dans les kiosques de vos vacances ! demandez aux militants de vous adresser le journal ! Aidez-nous à maintenir au maximum les ventes de « Rouge » pendant cet été !

Il n'y a pas de place pour le courrier des lecteurs cette semaine... En lisant ci-dessous, chacun comprendra pourquoi...

de toute la France
de toute l'Europe...

FETE FORUM GALA RASSEMBLEMENT POUR LE QUOTIDIEN ROUGE

aux Halles de la Villette à Paris les 18 et 19 octobre 1975

Entrée : 30 F les deux jours pour les vignettes achetées à l'avance !

SOUSCRIPTION DERNIERE MINUTE

Entre 13h 30 (heure à laquelle nous avons bouclé la souscription en page 24) et 17 heures (heure où nous terminons le montage de cette page), 9046 F nous sont parvenus. Le détail en figurera dans le prochain journal. Disons tout de suite que cela porte le total à 130.309,00 F.

AUDIENCE DU 26 MARS 1975 3ème CHAMBRE 1re SECTION 2 AVOCATS 1ère DECISION TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

ENTRE : le sieur François dit Pierre CLEMENTI, employé administratif, demeurant 5, rue de l'Atlas, Paris, représenté par Maître Marie-Thérèse GALAN-LECHENE, avocat.
ET : le sieur Henri WEBER, directeur de Publication du journal « ROUGE », siège 10, impasse Guéménée, Paris ; Sté INTERNATIONALE D'EDITION, siége même adresse, représentés par Maître Yves JOUFFA, avocat.

Le TRIBUNAL, siégeant en audience publique ;

Après que la cause eût été débattue en audience publique le 22 janvier 1975, devant Messieurs BARDOUILLET, Vice-Président, ROBIQUET et Mademoiselle TARGOWLA, Juges, assistés de CAYREL, Secrétaire-Greffier, et qu'il en eût été délibéré par les magistrats ayant assisté aux débats,

A rendu en PREMIER RESSORT le jugement contradictoire ci-après :

Attendu que François Clémenti a assigné les 4 et 7 mai 1973, Henri Weber, directeur de publication du périodique ROUGE aux fins de voir dire que la brochure intitulée « Document Rouge 23-24 Les bandes armées du Pouvoir-2 » publiée en supplément du N° 191 de l'hebdomadaire ROUGE, paru le 9 février 1973, a un caractère injurieux et diffamatoire envers lui, et en conséquence condamner Henri Weber, directeur de la publication « ROUGE » à lui payer la somme de 80.000 F à titre de dommages-intérêts et ordonner l'insertion de la décision à intervenir dans l'hebdomadaire ROUGE, ainsi que dans cinq journaux parisiens, à titre de réparation complémentaire ;

Attendu que le 6 juillet 1973, Clémenti a également assigné la Société Internationale d'Editions éditeur et propriétaire de l'hebdomadaire ROUGE co-responsable du préjudice subi par lui, en paiement de la somme de 80.000 F à titre de dommages-intérêt in solidum avec Henri Weber, es-qualités de directeur de la publication ;

Attendu que Clémenti a réitéré ses demandes par assignations délivrées à Weber les 6 juillet 1973 et 2 août 1972, puis par des actes du Palais interruptifs de prescription signifiés les 31 octobre 1973, 9 janvier 1974, 28 février 1974, 18 mai 1974, 10 octobre 1974, 6 novembre 1974 et 14 janvier 1975 ;

Attendu que les défendeurs ont par acte du Palais du 12 janvier 1974 demandé au Tribunal de dire que, la brochure litigieuse repose, en ce qui concerne Clémenti, sur une transcription exacte de la vérité historique et qu'en conséquence Weber es-qualités, est de bonne foi et que les moyens employés, pour porter à la connaissance du public les faits prétendus diffamatoires ou injurieux sont légitimés par un but d'information ; que dans ces conditions, Clémenti doit être débouté de ses demandes ;

Attendu que Clémenti a répliqué qu'il importe peu de savoir si les imputations relatives à son passé son exactes ou fausses et qu'il convient seulement de constater l'intention de nuire et le préjudice corrélatif s'agissant non d'allégations présentées dans un souci d'information objective, mais de façon bassement polémique et malicieuse agrémentée d'injures avec un respect très approximatif de la véracité des faits dans le seul but de la dénoncer à la vindicte publique ;

attendu que dans leurs dernières conclusions en réponse Weber et la Société Internationale d'Editions soutiennent qu'ils ont poursuivi un but légitime d'information en rapportant des faits assimilables aux crimes contre l'humanité, dont la loi du 26 décembre 1964 fait état comme étant imprescriptibles par leur nature ;

Attendu qu'il y a lieu de joindre les instances pendantes devant le Tribunal en raison de leur connexité pour être statué sur le tout par un seul et même jugement ;

Attendu du fond que Clémenti allègue qu'il est traité dans la brochure incriminé de « sénile abruti » de « vermine », et d'« ordure nazie » ; qu'en outre, il est présenté comme « s'abritant derrière les rangs d'Ordre Nouveau pour insulter les militants révolutionnaires sur le marché Convention » ; qu'il est qualifié en pure calomnie de « membre de la direction politique de NOE français et d'avoir choisi Lyon pour tenir les Assises de ce mouvement en 1971 ; qu'il est insisté par ailleurs sur ses opinions antisémites, ainsi que sur son engagement à la L.V.F ; qu'enfin traité de « délateur », il lui est reproché d'avoir établi en 1942-1943 son p.c. à Lyon, l'article ajoutant à cet égard « se rappelle-t-il de Klaus Altman Barbie et de son collègue Touvier, se rappelle-t-il tout, ce chien puant, misérable assassin » ;

SUR LES INJURES

Attendu que l'article incriminé est publié de la page 48 à la page 51 de la brochure en cause sous le titre le « N.O.E. », avec comme sous-titre « La mythique Arche de N.O.E. fasciste » ;

Que l'auteur de cet article rappelle que créé en 1951, le groupe pour un Nouvel Ordre Européen est une tentative pour regrouper les nationalistes des pays européens pour défendre la race blanche, remplir le mandat hitlérien de construction d'une Europe Unie, et qu'en son sein on retrouve une série d'ordures nazies ;

Que plus loin, mais avant qu'il ne soit question de Clémenti, l'auteur, parlant des adhérents de cette organisation, les qualifie de « vermines », puis écrit à la fin de l'article que le N.O.E. n'est plus qu'un des derniers réseaux où s'abritent de « séniles abrutis » ;

Attendu qu'il en résulte que Clémenti n'est à aucun moment visé personnellement par les termes ci-dessus reproduits, qui ne se rapportent à aucune personne déterminée et qu'il n'est donc pas fondé à soutenir qu'il serait de ces chefs victime d'injures ;

Attendu par contre, que les qualificatifs relevés page 50 de « chien puant », « misérable assassin » et « délateur » visent uniquement la personne de Clémenti qu'ils atteignent ainsi directement ; qu'ils sont de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération de celui-ci, mais que ne comportant pas l'imputation de faits précis, ils constituent des injures et non des diffamations, de telle sorte que Weber ne peut invoquer sa bonne foi en ce qui les concerne ;

SUR LES DIFFAMATIONS

Attendu que Weber invoque essentiellement sa bonne foi en raison des sources dans lesquelles il a puisé les allégations qui lui sont reprochées et de leur but légitime d'information du public ;

Qu'il échet, dès lors de rechercher s'il établit cette bonne foi pour chacun des faits allégués comme diffamatoires, et dans la mesure où ils peuvent être qualifiés comme tels ;

Attendu que page 50 de la brochure litigieuse, il est écrit qu'il est membre de la direction politique du N.O.E. français et qu'à ce titre, il a choisi la ville de Lyon pour tenir les dernières assises de ce groupement ;

Mais attendu que l'allégation qu'une personne est membre du Comité directeur d'un groupement, sans autre précision quant à son activité dans ce groupement que d'avoir choisi une ville pour y organiser les assises du mouvement ne saurait être considérée comme suffisante pour constituer en elle-même l'imputation d'un fait précis portant atteinte à l'honneur et à la considération de celui qu'elle vise, alors qu'il n'est pas contesté que Clémenti était membre de la Commission technique de ce mouvement ;

Attendu en ce qui concerne les opinions antisémites prêtées à Clémenti, que Weber verse aux débats pour établir leur réalité un certain nombre de documents qu'il convient maintenant d'examiner ;

Attendu que le Dictionnaire de la Politique Française, au mot « Parti français national collectiviste » précise que ce parti fondé au lendemain du 6 février 1934 par Pierre Clémenti, publiait un journal « Le Pays Libre », dont la parution reprit en 1940 sous la direction de Clémenti et diffusait des mots d'odre notamment antisémites ;

Attendu par ailleurs que dans le numéro 9 de février 1971, du périodique « L'Europe Réelle » dont il assure la direction de la rédaction française, Clémenti a écrit dans un éditorial intitulé « Aux Faisceaux » que « le Rabbin Eisenberg a dit un dimanche matin à la Télévision française que le peuple juif est le peuple prêtre de l'humanité. Chaque Juif pratiquant est tenu de croire qu'il fait partie du peuple élu de Dieu, choisi par lui pour établir son règne sur la terre. Les autres peuples peuvent-ils admettre cette prétention ? Evidemment non. Et De Gaulle lui même l'a dit, il ne faut plus jamais cesser de le répéter. Mais la plupart des Juifs ne pratiquent plus et ne croient plus à ces billevesées, dit-on. Mais alors, dès que l'un d'eux est touché quelque part, pourquoi ce soulèvement mondial en masse ? Simple solidarité nous répond-on. Bien et alors qu'ils aillent TOUS l'exercer chez eux cette active solidarité et qu'ils cessent de l'appliquer chez les autres, aux dépens des autres » ;

Que dans le numéro 9 du 15 mai au 15 juin 1972, de « L'Action Européenne » dont Clémenti est le directeur politique, on retrouve des propos racistes et antisémites ;

Que la preuve des opinions antisémites de Clémenti est ainsi rapportée ; qu'en tout cas, celui-ci ne saurait prétendre que l'allégation de telles opinions porte atteinte à son honneur et à sa considération, alors que les journaux dont il a exercé la direction et ses propres écrits mettent en évidence des opinions antisémites ;

D'il n'est donc pas fondé à prétendre qu'il serait de ce chef victime d'une diffamation, pas plus qu'il ne l'est du fait du rappel de son engagement à la L.V.F. dont la réalité n'est pas contestée ;

Attendu par contre que l'allégation qu'il « s'abrite derrière les rangs d'O.N pour insulter les militants révolutionnaires sur le marché Convention » porte atteinte à l'honneur et à la considération de Clémenti, une telle attitude pouvant être interprétée comme une preuve de lâcheté ;

Attendu surtout que le fait d'associer son installation à Lyon en 1942-1943 aux noms de Klaus Altman Barbie et de son collègue Touvier, qui laisse supposer l'existence de rapports avec ces derniers, constitue à l'évidence une diffamation ;

Que Weber n'apporte, à cet égard aucun document susceptible de justifier de sa bonne foi ;

SUR LA REPARATION DU PREJUDICE

Attendu que Weber es-qualités de directeur de publication est tenu comme auteur principal de réparer le préjudice subi par Clémenti et que la Société Internationale d'Editions, en tant que propriétaire de la publication ROUGE, est co-responsable des condamnations pécuniaires contre Weber au profit du demandeur ;

Attendu que les injures et les diffamations dont Clémenti a été victime lui ont causé un préjudice, qui est cependant limité par le fait que la brochure incriminée supplément de l'hebdomadaire ROUGE, n'a pu être diffusée qu'auprès des lecteurs de ce périodique ; qu'il y alieu, dans ces conditions, d'évaluer la réparation de ce préjudice à la somme de 3.000 F ;

Attendu par ailleurs que la publication du présent jugement dans la presse parisienne ne ferait que répandre les injures et diffamations en cause auprès d'un public plus vaste ; qu'il suffit, en conséquence, d'odonner la publication du dispositif du présent jugement dans l'hebdomadaire ROUGE dont la brochure litigieuse était un supplément et ce dans le premier numéro de l'hebdomadaire paraissant après la signification de la présente décision ;

PAR CES MOTIFS

Statuant contradictoirement ;

Joint les instances inscrites au rôle sous les numéros 44.170, 44.123 et 44.416 ;

Dit que dans la brochure « Document rouge 22-34 — Les Bandes Armées du Pouvoir » publiée en supplément du n° 191 de l'hebdomadaire ROUGE du 9 février 1973, les termes « chien puant », « misérable assassin » et « délateur » constituent des injures à l'égard de Pierre Clémenti et que les allégations selon lesquelles celui-ci d'une part, s'abriterait derrière les rangs d'O.N. pour insulter les militants révolutionnaires sur le marché Convention, une telle attitude pouvant être interprétée comme une preuve de lâcheté, et d'autre part aurait établi en 1942-1943 un p.c. à Lyon avec un rappel de Klaus Altman Barbie et de son collègue Touvier, laissant supposer l'existence de rapports de Clémenti avec ces derniers, constituent des diffamations envers le demandeur ;

Dit qu'en ce qui concerne les faits diffamatoires la bonne foi et la vérité ne sont pas établies ;

Dit, par contre, n'y avoir lieu à retenir ni les autres injures, ni les autres allégations prétendûment diffamatoires contenues dans la brochure incriminée et que Clémenti avait visées dans son assignation ;

Condamne Henri Weber, en qualité de directeur de la publication, à payer à Pierre-Clémenti la somme de trois mille francs (3.000 F), à titre de dommages-intérêts, en réparation du préjudice subi par celui-ci ;

Dit que la Société Internationale d'Editions est responsable de cette condamnation pécuniaire ;

Ordonne la publication du présent dispositif dans le premier numéro de l'hebdomadaire ROUGE qui paraitra après la signification du jugement ;

Déboute les parties de toutes demandes ou conclusions plus amples ou contraires ;

Condamne Henri Weber es-qualités et la Société Internationale d'Editions aux dépens, dont distraction au profit de Maître GALAN-LECHENE, avocat, aux offres de droit.

Fait et jugé le 26 mars 1975

L'AMBITION DE PASSER LES SAISONS

D.R.

Nous avons maintenant un président aux chiens, preuve que les tâches de police ont grimpé de quelques échelons dans ce pays...

« O temps suspends ton vol ! » La vieille pendule de l'Elysée semblait être tombée en panne pour exaucer les vœux du président, le soir de son allocution télévisée. Les commentateurs sont unanimes à constater que ces causeries, commencées sur le ton du cours magistral, tournent au bredouillage de la leçon mal apprise.

Trois questions à l'ordre du jour, en forme de bilan : la situation économique, les réformes, le climat politique.

Sur le premier point, des chiffres rassurants, concernant le commerce extérieur et les prix. Mais un peu tirés par les cheveux, ces chiffres : le président fabrique pour la circonstance « une sorte de trimestre » s'arrêtant en mai ! Il obtient ainsi 2,4 % d'augmentation des prix sur trois mois... mais le lendemain du discours les loyers sont libérés et les tarifs des transports en commun flambent ! En fait, pour le trimestre avril-mai-juin, l'augmentation sera bel et bien supérieure à 2,5 %. Et, de toute façon, l'objectif annuel fixé par le gouvernement (ramener à 10 % le taux d'inflation) suffirait à provoquer une baisse de pouvoir d'achat effective pour de nombreuses catégories de travailleurs.

Quant à la montée du chômage, Giscard glisse sur les causes en supposant que « ce sont les remèdes qui nous intéressent ». Quand on veut prendre le mal à la racine, les remèdes sont pourtant en rapport avec la cause. Giscard n'en a cure : il professe le même optimisme de commande que son premier ministre. Le gouvernement a pris des mesures qui vont « sans doute » faire sentir leurs efforts ; et puis, « il semble » qu'aux Etats Unis se dessine la reprise. Enfin Giscard s'en occupe en personne, il va discuter tout cela avec les amis américains et allemands : « ainsi vous connaîtrez la réponse avant la rentrée de septembre » ! Comme ça tombe bien : tous les Dupont-Lajoie peuvent donc prendre la route le cœur léger, rassurés à coup de « il semble » et de « sans doute ».

Ensuite, vient un couplet peu convaincant sur les réformes, d'où il ressort que les conditions de travail... des députés et sénateurs vont être améliorées.

Enfin Giscard se résout à « dire un mot de la situation politique ». Il explique que, s'il a évité ce sujet dans ses précédentes causeries, c'est qu'il supposait ses auditeurs davantage préoccupés de social et d'économie. Bel aveu de l'entreprise présidentielle de dépolitisation. Mais avec la montée des luttes, la politique, c'est-à-dire la question du pouvoir, revient en force. Impossible de faire l'impasse. Alors Giscard met les mains dans le dos pour mieux cacher qu'il tient en laisse les molosses de Chirac et de Ponia. Et il regrette la « véhémence » des débats. Regret aristocratique qui ne parvient pas à placer le président au-dessus de la mêlée comme il le voudrait.

Les travailleurs de Chausson, des Câbles de Lyon, du Parisien, en butte à la « véhémence » des C.R.S., des milices patronales et des chiens, apprécieront le cynisme de cette fausse sérénité présidentielle. La France a déjà eu jadis un préfet aux chiens. Nous avons maintenant un président aux chiens, preuve que les tâches de police ont grimpé de quelques échelons dans ce pays.

Et Giscard de se faire rassurant : les élections sont loin, « il n'y a pas lieu d'éprouver d'inquiétude en France à l'heure actuelle », partez donc en vacances tranquilles. Et philosophe : « l'inquiétude est un sentiment qui ronge et un sentiment qui gâche. » On s'attend à ce qu'il ajoute : qui gâche le plaisir.

Il tient de l'ancêtre, le descendant de Louis XV. Son laïs a un petit ton « après moi le déluge... » Il explique sans sourciller que l'automne et le printemps ont été moins agités qu'il pouvait le craindre. « Or, il ne s'est rien passé ». Et « je vous le dis, à l'automne prochain, il n'y aura pas non plus de grands troubles pour le France. » A croire que le président limite son ambition à passer les saisons, l'une après l'autre. Sans grand dessein. Ambition réaliste, tout compte fait, quand on est élu de la moitié la moins active du pays.

D.B.

PONIA: le temps des clameurs

Mitterrand, un « Gamelin de la politique, un spécialiste de la défaite qui égare ses troupes dans les gorges où elles seront détruites par les communistes. »

Il y a loin des clameurs actuelles de Poniatowski à la politique de la *« main tendue »* aux socialistes des lendemains de l'élection présidentielle. Il est vrai qu'à cette époque, les Républicains indépendants se faisaient une certaine idée de l'avenir du champ politique français. L'Union de la Gauche ne devait pas résister à la deuxième défaite électorale de François Mitterrand et l'U.D.R. devait être réduite à la portion congrue après le bide de Chaban. Pour le premier anniversaire de l'arrivée de Giscard à l'Elysée, le bilan des giscardiens est loin d'être aussi positif.

le rêve et la réalité

D'abord l'Union de la Gauche n'était pas liée aux simples nécessités conjoncturelles d'une campagne électorale, mais aux bouleversements en profondeurs intervenus dans le mouvement ouvrier français, et notamment à la remontée des luttes ouvrières après Mai 68. Comme elle n'a pas atteint véritablement la combativité ouvrière, la défaite électorale de juin 74 ne pouvait remettre en cause l'axe des alliances entre les partis ouvriers réformistes. Et les scissions qui sont intervenues au sein du P.S. (Hintermann) sont tout à fait marginales. Tout au plus verra-t-on quelques politiciens affamés se précipiter avant l'heure sur la soupe des postes ministériels. Premier échec et de taille pour Ponia.

Le deuxième est interne à la majorité. Ponia déclare : *« Il faut que la majorité se compose de trois forces équilibrées : les indépendants, les représentants de la famille gaulliste et l'ensemble des forces réformatrices et socialistes non alliées aux communistes. »* Mais les délais entre le rêve et la réalité sont décidément plus longs que prévus.

Les assises de l'U.D.R. ont montré la non décomposition de ce mouvement qui entend devenir le recours ultime de la majorité silencieuse. Pour ce qui est du développement des réformateurs, il n'y a qu'à laisser la parole aux plus lucides d'entre eux : Lors du Congrès de constitution de la Fédérations des Réformateurs, Diligent, du Centre démocrate devait déclarer la semaine dernière : *« Hormis à l'Assemblée nationale et un peu au Sénat, où les réformateurs sont-ils organisés ? Nulle part on ne les voit. Continuons ainsi et la peau de chagrin se réduira à sa plus simple expression. »* Et ce, malgré la surreprésentation ministérielle des Réformateurs. Beau morceau de lucidité. Même les ambitions des R.I. se sont faites plus modestes. Il n'est plus question dans tous les discours d'imposer à l'U.D.R., pour les législatives, des primaires entre les différents candidats de la majorité. Le triomphalisme n'est plus de mise. En effet, le développement des R.I. stagne : 24.000 adhérents officiels. On est loin des 50.000 prévus pour le mois d'octobre. Il y a encore loin du but fixé par Ponia : faire des R.I. le premier parti de France.

La seule réussite enregistrée n'est pas de taille : c'est l'accord intervenu le 13 juin entre les R.I. et le groupuscule archéo-conservateur du Centre national des Indépendants et Paysans de Camille Laurens. Voilà qui va sans nul doute renforcer l'image libérale du giscardisme...

Il est vrai que c'est là que réside une partie du problème. Et Françoise Giroud le pointe, même si elle se rétracte pour conserver son maroquin, quand elle explique qu'aucune des réformes importantes du programme électorale de Giscard n'a été réalisée. Comme la réforme sur l'impôt et la taxation des plus-values. Il est vrai que la crise économique et le maintien de la combativité ouvrière ont fait voler en éclat nombre de projets de réformes. Il est difficile de faire croire au libéralisme avancé avec plus d'un million de chômeurs et un taux d'inflation qui dépasse les 12 %.

estomper l'alternance politique

Alors pour l'instant, c'est la bricole. Ponia rempile pour six mois à la direction pour construire l'appareil politique des R.I. L'axe n'est pas tant de foncer bille en tête contre l'U.D.R. que de s'assurer des relais au sein de l'appareil d'Etat et des institutions politiques. C'est le sens de la création des *« Clubs agir pour l'avenir »* destinés à former les cadres politiques et étatiques pour la conquête de ces relais. C'est aussi le sens du limogeage du Préfet de la Région parisienne, Doublet et son remplacement par Lucien Lanier, ancien organisateur de campagne Giscard rue de la Bienfaisance.

Mais en attaquant Mitterrand, Ponia et Chirac poursuivent un autre but que la préparation des prochaines échéances électorales (1976).
Il s'agit aussi d'escamoter une des faiblesses du pouvoir actuel : l'existence d'une alternative politique crédible avec l'Union de la Gauche. Pour l'équipe au pouvoir il est décisif de détruire ou au moins d'estomper le mythe de l'alternance politique. Sur ce terrain, le pouvoir se nourrit de la veulerie des directions réformistes. Le gouvernement a pu mesurer, pendant la grève des P.T.T., puis lors des conflits de Renault et du Parisien, que face à la volonté d'un Chirac et d'un Ponia de ne pas céder, les réformistes n'exigeraient pas qu'ils cèdent la place. Ce n'est pas un hasard si les attaques redoublent après le réunion au sommet des partis de l'U.G. Dans le communiqué final, Mitterrand, Marchais et Fabre n'ont dit mot des chiens, des flics et des milices envoyés contre les travailleurs en lutte. Par leur silence, les dirigeants de l'Union de la Gauche ont garanti d'avance à Chirac et Ponia l'impunité de leurs attaques. Verbales et physiques.

M.R.

revue de critique communiste
MARX OU CREVE

VIENT DE PARAITRE

sommaire

F. Vinteuil : aux origines
A. Korel : Trotsky et les problèmes de la vie quotidienne, de la famille, des femmes et de la « vie nouvelle »
M. Peret : Une histoire de scissions ou quand l'idéologie rejoint la psychanalyse
C. Scalabrino : La science du texte rencontre Lacan
Michel : Ligue et désir ou les incitations de la Ligue au suicide
Denise Avenas : L'idéal limitant ?
Jean-Marie Vincent : Sur un épouvantail nommé désir
Théâtre du Soleil : interview d'Ariane Mnouchkine
Michel Lequenne : Rétro et anti-rétro (mystification et auto-mystification)
Michel Lequenne : Salon de la jeune peinture, Michail Chemiakin, le Salon de Mai
Carlos Rossi, Daniel Bensaid : Notes de lecture

PRIX : 8 F

JUILLET 1975

5ème SESSION DU COMITE CENTRAL DE LA L.C.R.

• Le week-end des 29 et 30 juin, le C.C. de la L.C.R. avait de nombreux points à son ordre du jour :

1. Discussion sur la situation internationale après la victoire de la révolution indochinoise ;
2. Discussion sur le quotidien Rouge et la campagne de lancement (finances, machines, permanents...) ;
3. Discussion sur la révolution portugaise ;
4. Discussion sur la situation politique et les tâches des marxistes révolutionnaires (évolution du mouvement syndical, C.G.T., C.F.D.T., F.E.N...).

Sur le premier point, c'est suite à un rapport essentiellement axé autour de la victoire du G.R.P. et de ses conséquences internationales que le débat s'est articulé, examinant les diverses appréciations de la situation mondiale telles qu'elles existent au sein de la Quatrième Internationale.

Sur le quotidien , le débat s'est initié sur « quel type de quotidien », quelle audience vise-t-il, quels rapports entre le comité de rédaction et la direction de la L.C.R., quelle sorte de recrutement et de formation pour les permanents, quels problèmes pour l'impression, les abonnements, les locaux, etc...

Le débat sur la révolution portugaise était engagé depuis le C.C. des 4 et 5 avril derniers : alimenté par des textes, par la résolution du Secrétariat unifié (Inprecor n° 29), la discussion a tourné autour de toutes les questions du moment, de l'appréciation du processus révolutionnaire, de la fonction du M.F.A., de la politique du P.S., du P.C., etc. Le Comité central a voté majoritairement une motion d'accord avec la résolution du S.U.

Enfin, sur la situation politique, l'adoption d'une résolution conjoncturelle sur l'évolution du régime Giscard et de sa politique répressive.

Dessin tiré de « le cri des murs » journal mural..

mobilisations contre le programme nucléaire de la bourgeoisie

fête anti-nucléaire de Port la Nouvelle 18-19-20 juillet.

• *Le littoral languedocien est particulièrement visé par le plan d'implantation des centrales nucléaires de l'E.D.F. Déjà quatre sites ont été étudiés : Port la Nouvelle, Sete-Frontignan, Sérignan, Martigues. Mais chaque fois qu'un projet était connu, les habitants se sont mobilisés, le pouvoir sait que les centrales ne se feront pas facilement. Le referendum de Port la Nouvelle organisé par la municipalité a été un cuisant échec pour le pouvoir.*

Si, au début, ce sont surtout les divers comités écologiques qui ont pris en compte l'information et la mobilisation sur les problèmes nucléaires, les organisations syndicales et politiques se sont mobilisées au fur et à mesure de l'importance grandissante de la lutte contre l'implantation des centrales. L'exemple en est l'élaboration du dossier nucléaire par la C.F.D.T.

La fête de Port la Nouvelle marque une étape dans la lutte ; la coordination des initiatives a connu un bond en avant : un comité d'organisation regroupant 28 comités locaux contre l'implantation des centrales, comités Larzac, sections ou fédérations syndicales (fédé de l'énergie C.F.D.T., S.G.E.N., S.N.C.S.) et organisations politiques (L.C.R., P.S.U., Lutte occitane) s'est mis en place pour la préparation de la fête.

Il faut que cette fête soit une réussite.

D'ores et déjà, des forums sont prévus :

— l'énergie nucléaire et la militarisation de la société ;

— l'énergie nucléaire et la centralisation de l'appareil productif ;

— l'énergie nucléaire et l'économie.

Non au programme nucléaire du gouvernement.

Tous à Port la Nouvelle les 18-19-20 juillet.

Correspondant Montpellier

communiqué : Braud-St-Louis : E.D.F. harcelée.

• *Depuis trois jours, les paysans soutenus par des membres des comités anti-nucléaires font des barrages systématiques sur la route des marais, conduisant au site de la future centrale et qu'E.D.F. fait élargir. La circulation des camions de grave a été bloquée et un dialogue a été engagé entre les manifestants et les ouvriers.*

La gendarmerie est intervenue le jeudi 26 juin, et devant la détermination des opposants fit appel au Sous-Préfet de Blaye qui, indifférent aux arguments qui lui étaient exposés, donna l'ordre de dégager la chaussée.

Vendredi, nouvelle intervention des gendarmes qui, cette fois, verbalisent tracteurs et voitures (pour « entrave à la circulation ») et interpellent une trentaine de manifestants.

Les membres des comités anti-nucléaires campent sur le terrain d'un paysan et invitent tous ceux qui veulent se battre contre l'implantation de la centrale à venir les rejoindre.

Collectif de coordination
des comités : Braud-St-Louis

communiqué

• *Dimanche 22 juin, 5.000 personnes manifestent contre l'implantation des missiles Pluton à Bourogne (Territoire de Belfort). Réaction des autorités : le silence.*

— Samedi 28 juin, une trentaine de militants des Comités anti-nucléaires occupent pacifiquement le terrain, soutenus par une centaine de personnes. Réaction des autorités : la répression.

La gendarmerie, l'armée, les chiens...

Résistance pacifique contre chiens policiers et hommes en armes : un chien a été lancé contre les occupants qui se laissaient trainer par terre.

Armée contre civils : le C.A-N. dénonce l'utilisation du contingent aux côtés des forces de l'ordre. En effet — bien malgré eux — une cinquantaine de soldats arme au poing étaient de la partie.

Un journaliste de l'Est-Républicain s'est vu dans l'obligation de « remettre » ses films aux forces de l'ordre avant qu'ils ne lui soient arrachés des mains.

Le Comité anti-nucléaire est décidé à ne pas se laisser intimider par ce coup de force... « Nous reviendrons plus nombreux » scandaient les manifestants (« nous aussi... » ont ajouté quelques gendarmes) en quittant le terrain.

Comité anti-nucléaire
de Belfort-Montbéliard

LES AMIS D'EVA FOREST

Un groupe d'artistes et d'intellectuels, les « Amis d'Eva Forest », ont voulu informer l'opinion publique en donnant des récitals à St-Jean de Luz, Toulouse, ainsi qu'à l'amphithéâtre de la Sorbonne à Paris.

A présent, ils organisent cinq jours consécutifs pour Eva et ses compagnons de prison.

Eva Forest et tous les autres doivent être sauvés ; contribuer à cette campagne d'information massive, c'est, à l'évidence, faire quelque chose pour eux ; c'est pourquoi, nous, les « amis d'Eva Forest » attendons un public nombreux au théâtre d'Orsay du 7 au 11 juillet.

PROGRAMME

Lundi 7 juillet : Marti, Claude Nougaro, Pedro Soler.
Mardi 8 juillet : Groupe Imanol, Alan Stivell, Jean-Louis Vincent.
Mercredi 9 juillet : François Beranger, Groupe Imago.
Jeudi 10 juillet : Cuarteto Cedron, Paco Ibanez, Georges Moustaki.
Vendredi 11 juillet : François Béranger, Cuarteto Cedron, Groupe Imago, Groupe Imanol, Paco Ibanez, Georges Moustaki, Pedro Soler, Jean-Louis Vincent, Pedro Soler.

Prix : 20 F par concert.
Renseignements et location : sur place au théâtre d'Orsay, 7 quai Anatole France, Paris 7ème et par téléphone 548-65-90, tous les jours même le dimanche de 11 h à 19 h.

En bas le camion, pneus crévés, bloque l'entrée de l'usine. Sur la porte, une affiche de Rouge...

Ci-contre 6 heures du matin : dans l'usine (photo à gauche) les semi-remorques chargés d'outils de presse, bloqués à l'intérieur.
Les flics (en haut à droite) sont encore dans leurs cars. Dans une heure, ils auront envahi toute la place

CHAUSSON

Libérez nos camarades immigrés !

● Une fois de plus, Poniatowski a osé. Après le scandale des milices privées et des chiens policiers à Chausson Asnières, le ministre des flics n'a pas hésité à en rajouter : à Gennevilliers, une municipalité ouvrière au cœur de la banlieue rouge, il envoie une armada de gardes mobiles avec canon à eau et grue blindée, pour réoccuper l'usine et protéger l'évacuation d'une partie de l'outil de travail ! Un tel défi en dit long sur l'offensive que le pouvoir entend mener contre le mouvement ouvrier.

Face à cette agression provocatrice, les « Chausson » ont répondu dès dimanche en se rassemblant massivement devant l'usine. Pour empêcher le déménagement de leurs machines, ils ont crevé les pneus des camions. Ils ont passé toute la nuit devant l'usine et mis en échec à coups de pierres et de bouteilles une première charge de C.R.S.

Cette réaction ouvrière montre qu'un nombre grandissant de travailleurs comprennent qu'il est légitime et nécessaire d'opposer à la violence des patrons et du gouvernement la contre-violence des travailleurs. Elle montre aussi que la police n'est pas toute puissante et qu'une riposte décidée des travailleurs peut contraindre les flics à reculer.

La population ouvrière de Gennevilliers, loin de se détourner de leur combat, a pris nettement parti pour les ouvriers qui se battaient contre la police. Et la manifestation de solidarité qui s'est tenue le matin même à 11 heures a montré quel était l'impact de leur lutte dans toutes les entreprises de la région.

Après une nuit de veille, la police a finalement réussi à faire évacuer une partie des outils de presse. Ce n'était pas inévitable. Si les organisations ouvrières avaient clairement montré qu'elles étaient prêtes à s'y opposer, par la force si nécessaire ; si elles avaient matériellement préparé l'autodéfense, le pouvoir aurait été mis devant le même type de choix qu'au Parisien libéré il y a quelques semaines : ou battre en retraite, ou prendre le risque politique énorme d'un affrontement important, dans une municipalité P.C.F., contre une grève qui est une des plus populaires aujourd'hui.

Il était possible que les choses tournent autrement. L'occasion a été manquée. Il est vain, comme le font les dirigeants du P.C.F. de crier victoire, alors que cette agression policière prive dans l'immédiat les grévistes d'une base d'appui et d'une partie de leur matériel.

Pourtant, le gouvernement aurait tort de pavoiser. Les Chausson sont toujours décidés à tenir. Et ils ne sont pas isolés. Seuls quelques cadres ont « repris le travail » lundi dans l'usine pour faire semblant de mériter leur paye. Et quand ils sont sortis de la boîte, une haie d'honneur leur avait été préparée par les grévistes à l'appel du comité de grève : sur 200 mètres, leurs voitures ont roulé sous une pluie de

pavés. Certains ont préféré ne pas revenir le lendemain...

Poursuivant son offensive de répression, le gouvernement essaie maintenant de casser la combativité des travailleurs en frappant durement 6 travailleurs « pour l'exemple » : trois français condamnés avec sursis et trois marocains aujourd'hui emprisonnés et qui risquent l'expulsion.

A travers eux, c'est la mobilisation des immigrés, à la pointe du combat depuis le début de la grève, à Chausson comme aux Câbles de Lyon, qui est visée.

Libération immédiate des camarades immigrés, et levée de toute sanction !

Satisfaction immédiate des revendications des Chausson !

● Dimanche matin : la radio annonce une nouvelle désormais classique : « **les CRS ont investi l'entreprise occupée par les grévistes. Le travail pourra reprendre normalement sous la protection des forces de l'ordre** ». Ce dimanche-là, c'est de Chausson qu'il s'agit.

Officiellement il s'agit d'assurer la « liberté du travail » : la direction a lancé sur les ondes un appel à la reprise pour lundi matin. En fait les travailleurs sentent que la présence policière vise à permettre une énorme manœuvre : il s'agit ni plus ni moins que de déménager une partie de l'outil de production : les presses ; et de les emmener dans une autre usine où elle espère trouver un personnel plus docile pour les faire fonctionner.

empêcher les presses de sortir

Aussi, quand l'intersyndicale convoque une manifestation le jour même à 11 heures, les travailleurs de Chausson refusent de faire le traditionnel défilé dans les rues de la ville : ils appellent les manifestants à rester devant l'usine. Il faut d'abord rester sur place, et veiller au grain.

Empêcher les presses de sortir de l'usine, à tout prix ! Les 5 camions en attente devant l'usine sont immobilisés : pneus crevés, moteur vidangé. Ils ne bougeront pas de sitôt. Les grévistes réussissent à en mettre un en route, et l'acheminent, tous freins bloqués, les pneus fumants, devant la porte centrale, pour interdire la sortie des semi-remorques qui, à l'intérieur, chargés des outils presses s'apprêtent à rouler vers d'autres usines.

Ainsi la boite est bien bloquée. Mais pour qu'elle le reste, il faut monter la garde. Ces opérations d'autodéfense ont rencontré un écho extraordinaire chez tous les travailleurs et la population de Gennevilliers ; et c'est dans l'enthousiasme qu'on décide de veiller nombreux toute la nuit sur l'usine et les presses.

Vers 11 heures du soir, la sono de l'intersyndicale s'adresse aux gens qui sont là : la CGT et le comité de grève ont prévu un piquet de grève, explique-t-elle ; pour les autres veilleurs, ils peuvent aller se reposer... Peu de monde suivra le conseil.

toute la nuit devant l'usine

La veillée se fait dans une ambiance extraordinaire. Elle est principalement animée par les travailleurs

LUTTES OUVRIERES

l'autodéfense ouvrière CHAUSSON à l'ordre du jour

24 heures d'affilée, des « Chausson » ont veillé devant leur usine, pour empêcher les flics d'emmener leurs machines

immigrés, qui ne se lassent pas de chanter et de danser les mots d'ordre de la grève, gagnant peu à peu l'ensemble des camarades français à leurs rythmes. Des locataires de HLM voisins se mettent de la partie.

Aux côtés des grévistes, des militants de toutes les organisations ouvrières (PCF, PSU, LCR, Révolution). On discute. Certains responsables et militants du PCF deviennent moins agressifs et acceptent de reconnaître qu'un militant qui ose combattre le réformisme et le légalisme de leur parti n'est pas forcément un « provocateur ».

A trois heures du matin, l'escadron de CRS qui sommeillait près de la porte principale, bondit des cars avec casques, boucliers, matraques et lance-grenades. Un énorme camion-grue surgit derrière eux. Leurs intentions ne font pas de doute : ils veulent dégager la porte principale pour laisser sortir les semi-remorques et leur précieuse cargaison d'outils de presses et de machines.

une dégelée de pierres et de bouteilles

La réaction des veilleurs est immédiate : la plupart saisissent tout ce qui leur tombe sous la main. Les responsables du PCF, pris de court hésitent.

Et c'est la charge, brutale, des CRS... Une charge dont ils se souviendront : ils ramassent une belle dégelée de pavés et de bouteilles balancés par les veilleurs.

Du haut des immeubles, les locataires jettent sur eux des bouteilles et des pots de fleurs. Aux travailleurs, ils lancent des mouchoirs pour qu'ils se protègent des grenades lacrimogènes. Surpris par cette riposte, les flics reculent précipitemment. Les chefs maintiennent leurs hommes à distance...

Arrive Lanternier, le maire PCF de Gennevilliers. Solennellement, il somme les flics de respecter le décret municipal qu'il a pris le matin contre la circulation de la police dans les artères principales de la ville ! Un beau couplet de légalisme républicain.

Et le face à face s'organise jusqu'au matin. Certains responsables du PCF commencent à demander aux veilleurs de reposer les pavés et d'éviter les provocations : « **la violence fait le lit du fascisme, comme au Chili...** » Ce qui n'empêche pas Lanternier de remercier à la sono les gens des HLM qui ont aidé les travailleurs à repousser la charge des CRS. Mais comment diable, sinon par leurs projectiles ?! Une chose devient lumineuse pour une masse de travailleurs et pour nombre de militants du PCF non aveuglés par leur catéchisme légaliste : c'est bien la fermeté de leur riposte qui a fait hésiter les flics, empêché que la grue ne dégage la porte principale et que ne s'envolent les presses de l'usine. Et chacun se pose la question : tiendrons-nous jusqu'au matin, jusqu'à l'arrivée des autres travailleurs, de la population laborieuse ? Chacun est maintenant certain que le gouvernement n'osera pas lancer ses flics contre quelques milliers de travailleurs décidés à défendre l'entreprise comme l'ont fait les 200 veilleurs de cette nuit.

CRS-SS !

A 6 heures du matin le rassemblement devant l'usine s'est grossi de nouveaux arrivants. Des curieux, quelques journalistes. Une femme descendue d'un immeuble pour porter du café aux grévistes.

C'est maintenant que la maîtrise et les jaunes risquent d'arriver. Il faut veiller aux portes. Un groupe important de gars de l'usine s'en va donc surveiller les entrées rue Henri Barbusse.

Soudain, les flics foncent à nouveau. Ils prennent position devant

travailleurs et CRS face à face

extrait de la Taupe distribuée lundi 30 juin.

Nous rendrons coup pour coup

Hier, des milliers de travailleurs ont manifesté leur colère devant Chausson Gennevilliers ; ils ont craché leur dégout à la face des flics, bloqué les portes pour empêcher les camions de sortir.

Ils ont eu raison de refuser de partir en manifestation « je ne sais où » et de rester devant les portes !

ceux qui ont crevé les pneus des camions prévus pour déménager les pièces ont eu également raison !

Ils ont eu raison aussi de mettre en panne le « pont roulant »

Raison de pousser les camions devant les portes pour bloquer toute sortie !

Ces actions là sont efficaces ! Elles le seront plus encore lorsqu'elles seront prises en charge par les comités de grève, les organisations syndicales et l'ensemble du mouvement ouvrier.

Seules de telles actions offensives et massives feront payer cher au patronat et à ses flics ces provocations anti-ouvrières. Comme cela, nous lui ferons passer l'envie de recommencer...

Les flics ne doivent plus parader tranquillement dans nos usines !

— Le « calme » et la « dignité » ne suffisent pas à empêcher les flics d'investir une usine ;

— Le « calme » et la « dignité » n'ont pas suffi à arrêter une voiture lancée à 80 km/h contre les grévistes des Câbles ;

— Le « calme » et la « dignité » ne suffiront pas à faire déguerpir les flics de Chausson !

Contre les violences patronales et policières...Préparons l'autodéfense ouvrière.

une riposte généralisée

. Envoyons dès ce matin des délégations dans toutes les entreprises de Gennevilliers pour soutenir les débrayages organisés par les sections syndicales.

. Chausson et les Cables se battent aussi pour TOUS les travailleurs ; nous pouvons compter sur leur solidarité !

. La manifestation régionale — à l'appel de la CGT-CFDT-SNI — doit être massive pour imposer, comme à Asnières, le départ des flics. Nous marcherons sur Chausson pour rendre l'usine aux travailleurs !

car l'occupation est le seul moyen efficace de pression contre la direction ; c'est la seule garantie pour la satisfaction de nos revendications.

Groupe Taupe Rouge - Chausson Asnières-Gennevilliers
Lundi 30 juin 1975

l'autodéfense oubliée

Lutte Ouvrière, dont plusieurs militants jouent un rôle actif à Chausson a sorti un tract le lundi matin. Il est très clair sur l'attitude à avoir face à la direction : « On ne travaillera pas avec un fusil dans le dos », « pas de négociations sous la botte des CRS ». Par contre, sur la question de l'autodéfense ouvrière, même après ce qui s'était passé durant la nuit, il est muet.

Il comporte même une phrase plus qu'ambigüe, suggérant l'idée que les violences auraient été souhaitées par la direction : « *Du sang ouvrier aurait été versé que cela n'aurait pas été pour lui déplaire, elle qui se nourrit de nous à longueur de temps* ».

Sur l'autodéfense, la position de L.O. est apparue nettement en retrait de la combativité des travailleurs, en particulier des immigrés.

Chausson Gennevilliers : suite

l'auto-défense ouvrière à l'ordre du jour !

la porte, refoulant tout le monde dans les rues. A la sono une voix conseille de ne pas résister.

Les grévistes et la population restent face au cordon de flics, en gueulant leur colère : CRS-SS, le fascisme ne passera pas. Le poing tendu vers la rangée d'uniformes et de casques, on lance l'**Internationale** et **la Jeune Garde**. Tout le monde assiste, la rage au ventre, aux manœuvres du camion-grue de la police qui dégage le camion barrant le portail de l'usine.

Quelques temps après, les portes s'ouvrent et les camions sortent les uns derrière les autres, chargés de matériel. Ils sont accueillis par une volée de pierres. Après leur passage, sur 800 mètres, la chaussée est recouverte de débris de verre. Des responsables du PCF, furieux, crient à la provocation gauchiste. Au même moment des militants de base ne sont pas les derniers à balancer des pavés. Des groupes se forment où les engueulades se multiplient. Un intellectuel du PCF fait doctement référence aux massacres d'Indonésie : **«c'est ça que vous voulez ?»**. Un jeune ouvrier de Chausson, exaspéré, crie : **« ça fait sept semaines que je suis en grève. C'est mes outils de travail qu'ils emmènent. Et tu me dis de rester sans rien faire ! »** Une femme, ceinte de tricolore explique : **« vous avez toute la population avec vous. Si vous allez trop loin, elle ne vous suivra pas »**. La sono se lance dans une attaque contre la Taupe Rouge et vitupère contre les gauchistes **« qui font la révolution avec le sang des autres »**. Quelques slogans sur le Programme Commun..qui ne passent pas. Ce n'est vraiment pas le moment !

« Bon Dieu, c'est pas possible de s'être fait avoir comme ça ! » Chez les gars les plus combatifs, il y a la certitude que la sortie des camions n'était pas fatale, qu'il aurait été possible de les arrêter, à condition de s'organiser suffisamment à l'avance. **« On aurait dû mettre le pont hors d'usage et rendre les machines inutilisables » « Avec des clous on pouvait empêcher les camions d'aller loin »**...

le vrai provocateur, c'est le gouvernement qui maintient la présence de ses flics dans l'usine et les rues de la ville Simonet

QUI SONT LES PROVOCATEURS ?

● Les flics à Chausson, en plein Gennevilliers ! Cette présence même est un défi permanent pour tous les travailleurs de la ville. La seule vue de ces uniformes et de ces casques à visière paradant effrontément, avec un décorum qui rappelle celui de l'occupation nazie, provoque l'indignation et la colère.

Comme autour de l'usine Lip à Palente en 1973, de jeunes gars de la ville (dont certains de l'usine), exaspérés par ce déploiement policier, vont le soir insulter les C.R.S. et les accabler de projectiles divers. La colère est telle que les accrochages se multiplient, y compris dans la journée entre la population et les flics.

« Les hyènes »

Ces affrontements ont mis les militants du P.C.F. dans une véritable transe. Au lieu de désigner clairement la responsabilité du gouvernement et de lui seul, un tract du P.C.F. dénonce violemment les gauchistes : **« la nuit dernière des incidents se sont produits avenue Gabriel Péri, des groupes composés d'une part de jeunes pensant que la seule solution à l'évacuation des forces répressives est dans l'affrontement avec elles, d'autre part de « gauchistes-anarco-trotsko-maoïstes », professionnels du cycle « provocation-répression » et vice-versa, qui dorment le jour pour la nuit, tels des hyènes, profitant de l'obscurité pour agir le visage masqué. »** L'Huma a reproduit ce passage en supprimant la référence aux hyènes. Elle rappelait sans doute trop le ton des années 50...

Les calomnies les plus ignobles sont répandues à plaisir : **« je vous ai vu mettre des pavés dans les mains d'enfants et vous en aller après. » « Si des travailleurs immigrés ont été arrêtés, c'est la faute des provocateurs gauchistes...»**

Ces appels frénétiques au calme et à la discipline, ces dénonciations hystériques, tout cela ne peut que désarmer les travailleurs, et leur cacher le véritable ennemi : le vrai provocateur, c'est le gouvernement qui maintient la présence de ses flics dans l'usine et les rues de la ville.

Union, action contre la répression

Devant cette situation, le P.S.U., la L.C.R., Révolution, le C.T.A. et des militants C.G.T. et C.F.D.T. inorganisés politiquement ont sorti un tract unitaire qui dit notamment : **« Pour nous diviser, pour intimider nos camarades immigrés toujours actifs dans cette lutte, le pouvoir arrêtait lundi à 19 heures trois immigrés dans leur foyer. C'est la nuit suivante que des jeunes, excédés par la présence provocatrice des C.R.S. attaquaient les flics avec des projectiles divers ; ils exprimaient ainsi leur colère, n'acceptant pas de rester inactifs. Vt en aucun cas, ce n'étaient l'œuvre de provocateurs « gauchistes » comme on a voulu nous le faire croire. Pourquoi voir dans tout acte combatif un acte de provocation ?**

Contre l'intervention policière, tous les travailleurs de Chausson et la population ont montré leur détermination dans l'unité. Français et immigrés, ils n'ont pas baissé les bras. Cette unité de tous les travailleurs comme celle de l'ensemble des organisations ouvrières est nécessaire pour la victoire des Chausson. Elle doit être maintenue à tout prix... »

le 2 juillet.

□

entre Hersant on ne choisit

● Pour six milliards de centimes M. Robert Hersant a racheté le Figaro au nonagénaire Jean Prouvost. Et les journalistes se sont mis en grève pour cette occasion. Pour obtenir des garanties contre tout changement d'orientation du quotidien.

Il est vrai qu'il y a une opération politique, au-delà des necessités de la rentabilisation économique. Et qu'en la matière il est important de savoir sur quel terrain les ouvriers et les employés de ce journal doivent choisir de se battre.

L'opération politique, n'est pas facile à délimiter. Toutes les opérations de rachat s'opèrent par banques et sociétés de gestion interposées. Et la question d'où viennent les capitaux reste encore sans réponse. En effet les six milliards du rachat n'ont pas été puisés dans la cagnote personnelle du sieur Hersant. C'est la seule des rumeurs qui paraisse fondée. Pour le reste il n'y a que des hypothèses. D'abord Hersant après sa prise de contrôle sur Paris Normandie, s'était fait le propagandiste déterminé du maire de Rouen, Lecanuet. Dans cette succession du Figaro, il ne fait aucun dout qu'Hersant a derrière lui tout le gouvernement et notamment Chirac. Le rejet des offres de JJSS et de Simon Nora (proche collaborateurs de Chaban Delmas) le confirme. L'ensemble de l'opératiion justifierait de la part des travailliers le contrôle et la levée du secret sur les tractations bancaires et financières.

un patron de choc

M. Hersant est un patron de choc. La loi française sur l'amnistie de certains crimes, comme la collaboration avec l'occupant, le trafic d'influence et les malversations financières est rigoureuse. Nous ne laisserons pas au sieur Hersant la joie de nous faire un procès. Nous n'évoquerons donc pas certaines condamnations amnistiées. Et puis, Prouvost aussi a été un défenseur de la Révolution Nationale de Pétain. La continuité dans le changement. Mais bien sûr il n'y a pas d'amnistie sur les écrits. Et le Canard Enchainé a reproduit des extraits de la prose de M. Hersant pendant l'occupation. Instructif. Comme l'est aussi la personnalité de certains des cosignataires (cf encadré).

Hersant c'est aussi un immense groupe de presse ; et aujourd'hui il se présente comme le sauveur d'un Figaro accablé par la mauvaise gestion. La récession a affecté les recettes de publicité du journal. Et les managers de la presse sont unanimes pour réclamer le « dégraissage » d'une rédaction et de services administratifs qu'ils jugent pléthoriques. Au bas mot des dizaines de licenciements.

Figaro ci, Figaro là

et Prouvost, pas

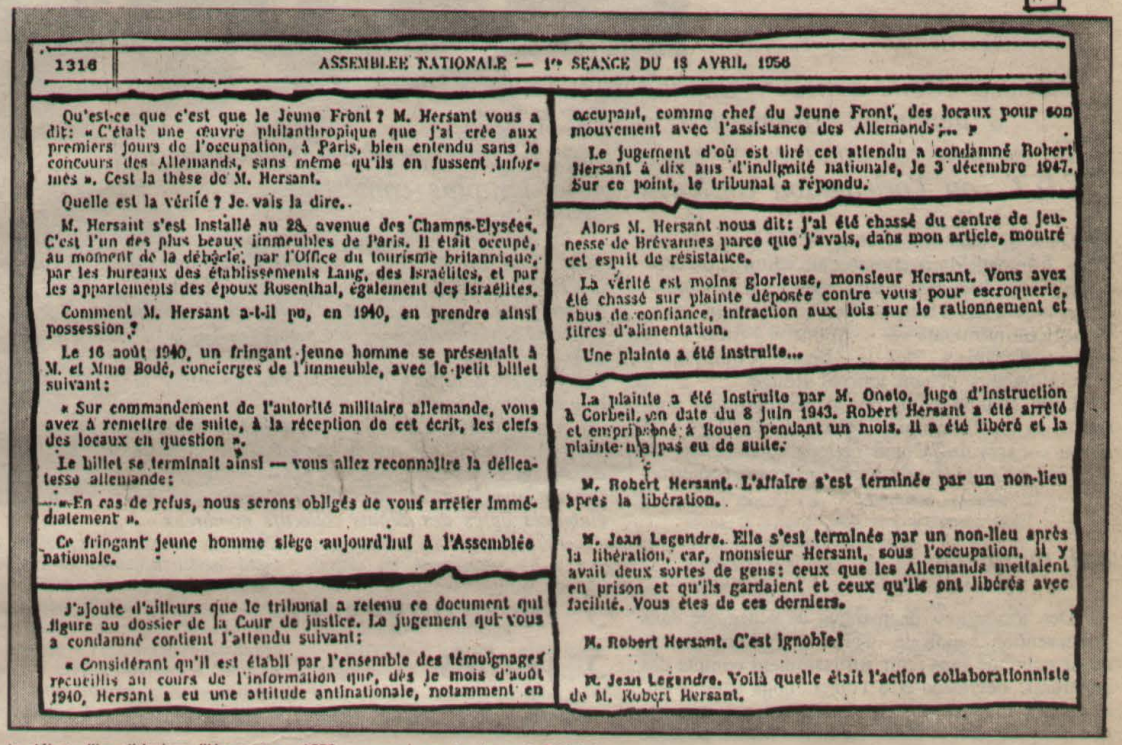
Il est envisagé de construire une nouvelle imprimerie, en offset commune pour France Soir et le Figaro. Le conflit du Parisien a montré comment, à l'occasion de la modernisation des installations, certains patrons de **choc** entendent « faire la peau » de la CGT FFTL. Et personne ne doute qu'Hersant soit un de ces patrons de choc.

C'est sur cet axe, de défense des avantages acquis et contre les licenciements qu'il faut préparer la riposte aux plans d'Hersant.

la peste et le cholera

Mais c'est sur un tout autre terrain que les journalistes du Figaro ont entrepris leur action : ils entendent garantir la continuité idéologique de leur journal. Et c'est là qu'il y a problème.

Nous n'avons pas à choisir entre Prouvost et Hersant, entre deux bourgeois. Nous défendons la liberté d'expression au sein de la presse bourgeoise pour les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier. C'est-à-dire le droit de réponse et d'expression non seulement des organisations structurées au niveau de l'entreprise (syndicat d'ouvriers, d'employés et de journalistes) mais aussi à l'échelle régionale ou nationale. Mais il y a une marge entre ce droit élémentaire et la possibilité de contrôle, par une fraction réduite du personnel qui fabrique un journal (les journalistes) du **contenu** du produit.



1316 ASSEMBLEE NATIONALE — 1re SEANCE DU 18 AVRIL 1956

Qu'est-ce que c'est que le Jeune Front ? M. Hersant vous a dit: « C'était une œuvre philanthropique que j'ai créée aux premiers jours de l'occupation, à Paris, bien entendu sans le concours des Allemands, sans même qu'ils en fussent informés ». C'est la thèse de M. Hersant.

Quelle est la vérité ? Je vais la dire..

M. Hersant s'est installé au 28, avenue des Champs-Elysées. C'est l'un des plus beaux immeubles de Paris. Il était occupé, au moment de la débâcle, par l'Office du tourisme britannique, par les bureaux des établissements Lang, des Israélites, et par les appartements des époux Rosenthal, également des Israélites.

Comment M. Hersant a-t-il pu, en 1940, en prendre ainsi possession ?

Le 16 août 1940, un fringant jeune homme se présentait à M. et Mme Bodé, concierges de l'immeuble, avec le petit billet suivant:

« Sur commandement de l'autorité militaire allemande, vous avez à remettre de suite, à la réception de cet écrit, les clefs des locaux en question ».

Le billet se terminait ainsi — vous allez reconnaître la délicatesse allemande:

« En cas de refus, nous serons obligés de vous arrêter immédiatement ».

Ce fringant jeune homme siège aujourd'hui à l'Assemblée nationale.

J'ajoute d'ailleurs que le tribunal a retenu ce document qui figure au dossier de la Cour de justice. Le jugement qui vous a condamné contient l'attendu suivant:

« Considérant qu'il est établi par l'ensemble des témoignages recueillis au cours de l'information que, dès le mois d'août 1940, Hersant a eu une attitude antinationale, notamment en occupant, comme chef du Jeune Front, des locaux pour son mouvement avec l'assistance des Allemands ;... »

Le jugement d'où est tiré cet attendu a condamné Robert Hersant à dix ans d'indignité nationale, le 3 décembre 1947. Sur ce point, le tribunal a répondu.

Alors M. Hersant nous dit: j'ai été chassé du centre de jeunesse de Brévannes parce que j'avais, dans mon article, montré cet esprit de résistance.

La vérité est moins glorieuse, monsieur Hersant. Vous avez été chassé sur plainte déposée contre vous pour escroquerie, abus de confiance, infraction aux lois sur le rationnement et fitres d'alimentation.

Une plainte a été instruite...

La plainte a été instruite par M. Oneto, juge d'instruction à Corbeil, en date du 8 juin 1943. Robert Hersant a été arrêté et emprisonné à Rouen pendant un mois. Il a été libéré et la plainte n'a pas eu de suite.

M. Robert Hersant. L'affaire s'est terminée par un non-lieu après la libération.

M. Jean Legendre. Elle s'est terminée par un non-lieu après la libération, car, monsieur Hersant, sous l'occupation, il y avait deux sortes de gens: ceux que les Allemands mettaient en prison et qu'ils gardaient et ceux qu'ils ont libérés avec facilité. Vous êtes de ces derniers.

M. Robert Hersant. C'est ignoble!

M. Jean Legendre. Voilà quelle était l'action collaborationniste de M. Robert Hersant.

le débat d'invalidation d'Hersant en 1956, rapporté par le Journal Officiel

En pleine campagne présidentielle Rocard avait expliqué aux journalistes du Figaro que l'autogestion serait dans le cas précis, le droit des journalistes d'écrire à leur gré et de contrôler la ligne politique du journal.

Mais un journal n'est pas une entreprise classique. Par le rôle que jouent les média dans la reproduction de l'idéologie bourgeoise et le contrôle de l'information, la presse bourgeoise s'apparente plus par **l'enjeu politique** qu'elle constitue pour la classe dominante et l'**ensemble** de la classe ouvrière à un rouage de l'appareil d'Etat.

Il faut défendre le droit au contrôle des travailleurs et des journalistes sur le procès de fabrication même du journal et **dénoncer** les interventions politiques de la bourgeoisie (1). Mais le contrôle ouvrier sur le contenu des journaux bourgeois implique une autre situation politique. l'existence face au pouvoir de la bourgeoisie, d'un autre pouvoir constitué autour des organisations autonomes de la classe ouvrière. Là dessus il faut être clair, il n'y a pas à choisir entre Prouvost la peste et Hersant le choléra. Cela n'interdit pas la dénonciation de la prétendue liberté de la presse qui passe d'un patron à l'autre à coup de milliards. Il ne peut y avoir de véritable contrôle ouvrier sur le contenu de la presse en dehors d'une situation de crise révolutionnaire. Et un tel contrôle ne pourra être le faire que de la classe ouvrière toute entière, **pour soi**, organisée politiquement de manière autonome au niveau local, rétionnal, national. Face aux menaces économiques qui pèsent sur les salariés du Figaro avec l'arrivée de Hersant, il semble que les journalistes se soient trompés de bataille.

M.R.

(1) y compris par la grève bien sûr.

AU PILORI

Angleterre Juive ou Juiverie Anglaise

« Garde Française »

Chef : Charles LEFEBVRE

Permanences

PARIS
SIEGE CENTRAL
20, rue de l'Arcade, Anjou 16-24
CENTRE DE PROPAGANDE
PERMANENCES JOUR ET NUIT

Avis

Avons changement d'état intervenu pour les permanences de Bordeaux et de Province, nos amis Gardes Françaises se rapporteront aux précédents numéros ou solliciteront les instructions qu'ils recevront de leurs chefs respectifs : Charles Lefebvre, Pierre Clémenti, Robert Hersant.

Fac-similé d'un extrait du journal nazi « Au pilori », « hebdomadaire de combat contre la judéo-maçonnerie », daté du 6 septembre 1940.

les amities tres particulieres

Le cosignataire avec Robert Hersant de l'article paru dans cette feuille antisémite défraie aussi de temps en temps l'actualité. Il s'agit de Pierre Clémenti, dont on voit le nom avec celui d'Amaudruz, réapparaître périodiquement dans les enquêtes en cours sur les réseaux internationaux fascistes.

Clémenti fut avec Guillain de Benouville (PDG de Jours de France et député UDR du 12e) rédacteur en chef à partir de 1940 du Pays Libre. Ce journal titrait en 1941 « faites payer les juifs » « il faut exterminer les juifs fossoyeurs de la France ».

Clémenti poursuivit très loin sa politique de collaboration, en s'engageant dans la LVF (Légion des volontaires français contre le bolchévisme) et établit son PC à Lyon au moment où sévissait Klaus Altmann-Barbie. Une bonne compagnie pour débuter dans le journalisme M. Hersant !

la mauvaise réputation du sieur Hersant

Le groupe de presse Hersant est l'un des plus importants de la presse française : Paris Normandie, Nord Matin, Centre Presse, France Antilles, Le Berry Républicain, Le Havre Presse, La Liberté du Morbihan, La République Des Pyrénnées, L'Eclair de L'Ouest, L'Action Républicaine, Le Pays d'Auge, Yachting, l'Auto Journal, La Revue de la Chasse.

Hersant a acquis une réputation de manager en « sauvant » certains petits journaux régionaux déficitaires. Trois ans après l'arrivée d'Hersant les journalistes de Paris Normandie ont dénoncé preuves à l'appui les résultats de la nouvelle gestion. L'endettement de ce journal qui était équilibré financièrement avant l'arrivée d'Hersant est tel que les banques ont éxigé des hypothèques sur les immeubles du journal. La direction a même été obligée de payer en deux fois les salaires du mois de décembre 1974, faute de trésorerie...

LES GROS

Edmond Maire consacre un éditorial de deux pages dans « Syndicalisme » à dénoncer « Rouge » et la L.C.R.
En portant ces attaques, il espère faire l'économie d'un débat dans la C.F.D.T., où l'orientation confédérale est des plus contestées.

● Dans Syndicalisme Hebdo N°1554 du 26 juin 1975, Edmond Maire consacre un éditorial de deux pages à dénoncer les « mensonges », la « manipulation », le « terrorisme verbal », le « sectarisme », l'« anticommunisme »et pour finir le « bureaucratisme » de la Ligue Communiste Révolutionnaire et son journal Rouge.

Cette attaque serait dûe à des pratiques contraires au fonctionnement démocratique » lors « du récent congrès de l'Union régionale parisienne, où l'orientation confédérale a été fortement contestée.

De même la Fédération des Banques, sous le titre « *Pour une démocratie véritable à l'intérieur de la CFDT* » se plaignait dans Syndicalisme-Hebdo du 3 avril d'être « *systématiquement écartés des commissions confédérales sauf une* » et dénonçait le fait que « *l'utilisation de « Nouvelles CFDT » semble être réservée à certains, selon le bon vouloir de la commission éxécutive* .»

Alors vraiment, non, ce qui préoccupe Edmond Maire ce n'est pas l'opinion des adhérents et force est de reconnaître qu'il ne dit pas la vérité en affirmant que « *les positions confédérales ont été élaborées après des débats collectifs nombreux* ».

Fotolib.

qui manipule ?

Des accusations de manque de pédagogie dans l'intervention syndicale, d'aller trop loin dans le débat politique sans tenir suffisamment compte des adhérents, devraient être l'objet, nous semble-t-il, de débats internes aux syndicats, cas par cas, sur des faits concrets. Mais Edmond Maire procède autrement.

Il ne discute pas avec les syndicats de l'Union Régionale parisienne. Il accuse publiquement la Ligue Communiste Révolutionnaire, tout comme la majorité du Bureau national CFDT avait attaqué le CERES et le PSU le mois dernier (Syndicalisme-Hebdo N°1549). Force est de constater que Maire accuse de manipulation tous ceux dont il ne partage pas l'orientation politique.

Sûrement pense-t-il que cela lui permet de ne pas répondre aux accusations sévères portées contre lui par les Fédés Hacuitex et Banques, précisément sur ce problème. Faut-il rappeler à Edmond Maire que la Fédé Hacuitex écrivait le 13.6.74 dans Syndicalisme-Hebdo N°1500 : « *Le Bureau National, convoqué en réunion extraordinaire, s'est trouvé amené, sans préparation ni débat démocratique dans l'organisation, à prendre position sur une motion se félicitant de l'appel de François Mitterand quant à la restructuration de la gauche socialiste et de la position voisine du PSU. La prise de position du B.N. est lourde de conséquences, dans la mesure où elle engage l'ensemble de l'organisation et appelle ses militants à apporter leur contribution à cette opération..Nous refusons d'être mis devant le fait accompli car il est malsain que cette position soit le résultat de négociations d'appareil qui sont menées depuis plusieurs mois à l'insu des structures dont certaines n'en ont eu connaissance qu'après coup dans la grande presse (interview d'E.Maire au Nouvel Observateur du 8.6.74)* .»

La même fédération devait déclarer, le 6 février 75, à l'occasion des débats sur les rapports partis-syndicats : « *Nous avions demandé que notre texte soit publié dans « CFDT Aujourd'hui » et envoyé aux militants par l'intermédiaire de « Nouvelles CFDT ». Malheureusement la Commission éxécutive a refusé. Nous le regrettons et constatons que la CFDT n'hésite pas à privilégier dans certaines circonstances l'envoi de textes extérieurs au détriment de ceux de ses organisations (ex.le Manifeste de Martinet, les appels de la 3ème et 4ème composante du PS, le texte des Assises du socialisme)* .»

5 mensonges et 5 vérités

Le fond du problème est ailleurs. Il est dans la contestation de l'orientation confédérale, notamment dans les colonnes de Rouge. Edmond Maire nous accuse de déformer sciemment les positions confédérales. Jugeons-en !

1.

« *Notre congrès de Nantes de Mai 73 aurait condamné les comités de grève ! C'est faux. A Nantes la CFDT a rejeté la recette magique des comités de grève obligatoires dans tout conflit avec l'exaltation sous-jacente du spontanéisme révolutionnaire et la minimisation du rôle du syndicat* », affirme Edmond Maire.

Hélas pour lui, l'amendement du syndicat de l'Assistance Publique ne minimisait pas du tout le rôle du syndicat, au contraire, mais proposait une orientation syndicale favorable à l'« *autogestion des luttes* » par les travailleurs eux-mêmes. A quoi Edmond Maire avait répondu qu'il ne fallait pas mettre l'autogestion à toutes les sauces. C'est lui qui a sciemment déformé l'amendement du syndicat de l'Assistance Publique au point que ce syndicat exigea une tribune libre dans Syndicalisme Hebdo N°1465 pour rappeler « *Pour nous il n'est pas du tout question que l'organisation syndicale s'efface devant le comité de grève.Notre amendement était là-dessus...* » et pour constater « *Nous ne comprenons pas pourquoi il y a eu cet acharnement à vouloir déformer notre position en tronquant notre amendement aussi bien pendant le congrès que dans son compte-rendu.* »

Et si le 36ème Congrès avait été favorable, dans certains cas, à l'existence de comités de grève élus par les travailleurs, sans en faire une recette, comment expliquer que *la seule phrase* sur ce problème dans l'accord interconfédéral du 26 juin 1974 soit la condamnation des « *comités antisyndicaux irresponsables* » sans préciser qu'il peut exister aussi des comités élus par les travailleurs qui ne sont pas anti-syndicaux et pas irresponsables...

2.

L'accord CGT-CFDT du 26 juin 1974 ne s'opposerait pas aux augmentations uniformes dans la mesure où il prétend « *réduire l'éventail hiérarchique par un resserrement vers le haut* ». Mais il y a bien d'autres façons de réduire l'éventail hiérarchique vers le haut que d'avancer des augmentations uniformes. Il est faux de dire que l'accord du 26 juin 74 était favorable aux augmentations uniformes quand on sait comment nombre d'organisations CGT ont condamné les augmentations uniformes au nom de l'accord du 26 juin, quitte dans un deuxième temps à changer de position devant la popularité de cette revendication auprès des travailleurs.

3.

L'accord interconfédéral, loin d'être un accord « anti-Lip » s'inspirerait directement de l'exemple des Lips. Certes l'accord souligne que les travailleurs doivent participer aux décisions (comme toutes les déclarations de la CGT). Mais participer aux décisions ce n'est pas décider soi-même.Où est-il question d'assemblée générale souveraine ? Où est-il question de commissions de travailleurs responsables devant l'assemblée générale ? Le seul bilan du comité d'action Lip est cette condamnation sans appel des « comités irresponsables ».

Où est-il question du mot d'ordre des Lips « Non aux licenciements » ? L'accord du 26 juin réclame la « réforme du droit de licenciement », la « garantie d'un reclassement préalable équivalent pour tous les travailleurs dont le licenciement serait inévitable ». Le mot d'ordre des Lips c'était « Non les licenciements ne sont pas inévitables » !

Mais bien sûr, nous dira-t-on, un accord c'est un compromis, un moment dans l'action qui doit

SABOTS DE MAIRE

PARUTION PROCHAINE
« Où va la CFDT ? »
collection TAUPE ROUGE n° 2

être dépassé. D'accord, mais encore aurait-il fallu que ce compromis soit présenté comme tel aux travailleurs, après un large débat et non signé précipitamment avant les vacances. Encore aurait-il fallu qu'Edmond Maire ne le présente pas comme un « accord de grande portée », ce qui permit effectivement à la CGT de déclarer que la CFDT avait enfin tiré les leçons de ses erreurs à Lip et s'engageait dans la voie de l« l'action responsable et efficace ».

4.

La CFDT n'aurait pas fait preuve d'électoralisme en ramenant la revendication du salaire minimum de 1500 francs à 1200 francs, lors de la campagne présidentielles de François Mitterand. Il s'agissait simplement selon Edmond Maire de deux objectifs complémentaires : le SMIC à 1200 francs pour tous et la lutte, notamment dans la région parisienne, pour le salaire minimum à 1500 francs. Visiblement Edmond Maire a la mémoire courte. Il y eut un vote au conseil national des 17 et 18 avril 74 sur le SMIC à 1500 francs, proposé par la fédé Hacuitex, et le SMIC à 1200 francs, proposé par Edmond Maire. A mains levées Edmond Maire fut battu. Il demanda un vote à mandats et pour donner tout son sens politique au vote, voici ce qu'il expliqua (Syndicalisme N°1494) : *« Il est évident que si la mobilisation est puissante — ce que nous souhaitons — et si elle s'oriente vers l'augmentation massive et immédiate de tous les salaires et prestations sans distinction, nous courons le risque d'échec.*

Car pour accorder aux travailleurs le niveau de vie auquel ils ont droit sans engendrer une inflation accélérée qui volerait à nouveau les plus démunis, et pour modifier le type de développement, il faudra socialiser les secteurs dominants de l'économie, transformer la fiscalité, reconstruire un plan démocratique, établir le maintien du pouvoir politique sur l'appareil économique et l'appareil d'Etat. Cela demandera d'autres victoires politiques et du temps. » Comment dire plus clairement que les travailleurs doivent modérer leurs revendications pour ne pas géner la stratégie de réformes progressives du système capitaliste prônée de tous temps par la social-démocratie, et en l'occurrence par François Mitterrand.

5.

Enfin, en soutenant la campagne de François Mitterand et en appeland à constituer la troisième composante la CFDT ne se serait pas liée à la stratégie du PS.

Mais Edmond Maire devait déclarer aussitôt après les élections qu'il n'était pas pour un « troisième tour social ». Il ne fit aucune remarque lors de la déclaration de François Mitterand pendant la grève de l'automne des PTT ; on lui demandait si cette grève était politique. Il répondit : *« Si le mot « politique » veut dire que les syndicats se comportent comme les agents des partis politiques de gauche pour prendre une revanche sur les élections présidentielles, pour pousser au pire, pour provoquer une accélération de la crise, pour provoquer de nouvelles élections, pour contraindre les Français dans la détresse et le malheur à renvoyer ceux qui dirigent, je dis que cela n'est pas vrai. Jamais le parti socialiste ne serait complice d'une telle action, qui n'est pas dans l'esprit des responsables syndicaux. ».*

Qu'en était-il du débouché politique aux luttes prôné par la CFDT et au nom duquel la majorité du B.N. avait appelé à rejoindre le PS ? Envolé ! Alors, oui nous affirmons : la majorité du B.N. CFDT a la même stratégie réformiste que la direction du Parti Socialiste, en toute autonomie bien sûr !

pourquoi cette attaque ?

Mais pourquoi Edmond Maire prend-il soudain un coup de sang ? Il suffit de voir les 5 reproches qu'il nous fait pour comprendre. Sur ces 5 points l'orientation confédérale est contestée dans la CFDT par des structures syndicales : les comités de grèves par les Fédés Santé et Banques, l'accord du 26 juin par l'Union Régionale Basse Normandie qui lui reproche de *« ne pas avoir été l'objet d'une vaste consultation et d'une décision préalable du conseil national »* et de comporter *« certaines ambiguïtés et incertitudes »*. *« Finalement l'accord nous a été « octroyé » : compromis qui ne satisfait personne, il fait l'objet d'interprétations différentes »*. Les 1500-1200 francs et l'électoralisme ont été contestés par de nombreuses structures syndicales et en particulier par la Fédé Hacuitex. Alors, plutôt que de débattre dans l'organisation syndicale, on attaque la Ligue. C'est déjà ce qu'avait fait Edmond Maire au 36ème congrès confédéral avec l'amendement de l'Assistance Publique.

Et demain, si le secrétaire de la Fédération Hacuitex reproche à Edmond Maire son électoralisme à l'occasion du débat passé sur le SMIC à 1500 F/1200 F, on l'accusera d'être manipulé par « Rouge » ou de faire le jeu de « Rouge », organisation extérieure... c'est tellement plus simple à la veille du 37ème congrès confédéral !

Enfin il est une accusation qui nous tient à coeur. Celle d'être des diviseurs, des anticommunistes. Faut-il rappeler à Edmond Maire que nous sommes pour l'unité syndicale y compris l'unité organique, à la seule condition que l'unité ne veuille pas dire baillon, et qu'enfin — contrairement à lui — lorsque nous attaquons le stalinisme, nous le faisons toujours au nom du communisme... et cela malgré les exclusives communes des staliniens et des sociaux-démocrates à notre égard.

René Yvetot

les félicitations de l'Huma... et celles du Figaro !

L'attaque virulente d'Edmond Maire contre la L.C.R. a été relevée avec satisfaction par *l'Humanité*, qui n'a pourtant pas coutume de citer fréquemment les éditoriaux de *Syndicalisme-Hebdo* : *« Edmond Maire dénonce l'activité des groupes gauchistes dans la C.F.D.T. »* titre l'article qui reproduit les passages mettant en garde contre *« la transformation de la C.F.D.T. en faux syndicat contrôlé par des groupes politiques extérieurs »* et *« la rupture de l'unité d'action, l'anticommunisme et le refus de l'Union des forces populaires »*.

Même ton satisfait dans un article du *Figaro*, intitulé *« Edmond Maire dénonce les groupuscules dans la C.F.D.T. »*. L'auteur de cet article rend hommage à cet *« éditorial courageux »* (sic) qui *« exprime un malaise présent depuis longtemps au sein de la C.F.D.T. »*. Et ce journal reproduit notamment une attaque portée par Maire contre le « gauchisme syndical » : *« ce n'est pas du syndicalisme, c'est de l'agitation... »*

Sans commentaire.

LE DEBAT N'A PAS EU LIEU

Ces 6 jours de meeting permanent auront peu appris aux 1600 délégués au Bourget. Les prochaines réunions de la C.E. et du C.C.N. leur donneront l'attitude à suivre

Des votes quasi unanimes. 3 abstentions sur le rapport d'activité et d'orientation et 2 sur le programme d'action, des délégués enthousiastes, une Commission Exécutive et un Bureau Confédéral rajeunis et féminisés : le 39ème Congrès de la CGT a achevé ses travaux le 27 juin...

un congrès sans débat

« Un congrès au cœur des luttes, dans la lutte, tremplin des luttes pour une vie nouvelle ».

S'il s'agit de constater que le congrès CGT a coïncidé avec une remontée de l'action revendicative, de l'expression de la combativité ouvrière ou de rappeler que nombre de délégués ont fait le récit des combats des travailleurs et réaffirmé leur soutien au Programme Commun on peut donner crédit à Jacqueline Dherwilly-Lambert pour cette affirmation de son discours de clôture. Affirmation qui était du reste le thème central de ce congrès.

Pourtant ces six jours de « meeting permanent » auront peu appris aux 1600 délégués présents au Bourget ; les prochaines réunions de la CE et du CCN leur donneront l'attitude à suivre...

C'est que le débat n'a pas eu lieu... Sur ce point comme sur tous les autres, même si ce congrès a été plus dynamique les précédents, la « liturgie » a été respectée.

Personne n'a rémondu aux question de De Fouchier, délégué du syndicat de l'INSEE « **Peut-on négliger le fait que depuis quelque temps des luttes se mênent sur la base d'augmentations égales pour tous ? » « Comment unir concrètement dans la lutte sur l'emploi chômeurs et travailleurs actifs » Quel bilan tirer des campagnes sur la fiscalité, sur la sécurité sociale ? » « Quelles orientations en tirer pour l'avenir ? » « Sous quelles formes la riposte de masse peut-elle être organisée face aux milices patronales, aux interventions policières, à la répression anti-syndicale ? » « Les ingénieurs, cadres, techniciens ne sont-ils pas à la CGT que pour défendre leurs salaires et conditions de vie ? » « Quelle contribution peuvent-ils apporter à la lutte générale, sur quelle base idéologique peut se faire l'alliance ? Ce n'est pas à eux seuls d'en débattre c'est à toute l'organisation...»**

Personne non plus pour répondre à Esmiol du Syndicat PTAS de l'Equipement remettant en question le fait que les revendications des cadres soient définies pas l'UGICT alors qu'elles devraient recevoir l'approbation de tous les travailleurs et exprimant la crainte que le syndicalisme spécifique ne glisse vers le syndicalisme catégoriel.

Personne enfin pour engager le débat sur la « vie nouvelle » que nous voulons et les moyens d'y parvenir : les interventions de Toublet du Syndicat des correcteurs de Paris sur les limites du Programme Commun et de Carassus de la CE sur l'affaire Republica n'ont pas réussi à remuer le congrès...

Le débat aura lieu ailleurs...

Le congrès de l'enthousiasme et de l'unanimité suivant l'expression du correspondant du Monde a laissé les participants sur leur faim : à l'heure où patronat et gouvernement disent non aux revendications des travailleurs, ont relégué aux oubliettes la politique de participation pour ne retenir que la répression les réponses sont maigres...

la campagne sur les libertés

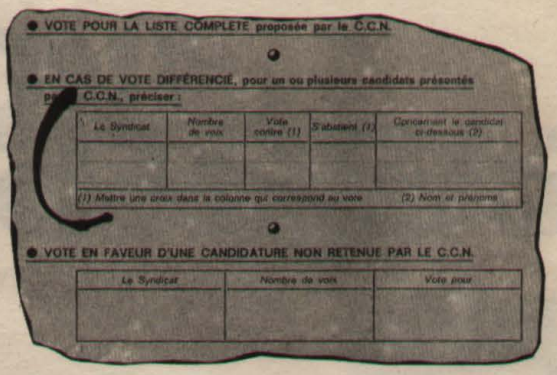
Le problème des libertés a occupé une grande place dans le congrès ; pourtant, sur ce thême aussi les débats et les réponses ont été absents.

Dans son intervention Marcel Caille a, en termes souvent vifs, dénoncé la répression « à laquelle concourent les milices, les SAC, les civiens, des policiers, des gangsters, des anciens de l'OAS, les écoutes téléphoniques qui s'étendent plus que jamais, les licenciements de militants et de simples travailleurs, le système des otages à la manière du pire gangstérisme comme chez Renault ». Dénoncé aussi la complicité du Pouvoir et révélé, noms à l'appui, les liens officiels et officieux existant entre les milieux gouvernementaux et patronaux et celui de la pègre... Et affirmé qu'il « faut bien appeler par son nom cette vaste entreprise c'est à dire la résurgence du fascisme ici en France...» Outre que crier au loup quand il n'est pas là a manifestement pour conséquence de démobiliser, donner pour toute perspective « le développement de l'action de masse » et l'organisation de manifestations ne suffit pas...

Rien sur les piquets de grève, sur la défense des usines occupées en un mot rien sur l'autodéfense des travailleurs.

« Cette vieille dame si vigoureuse si dynamique n'a rien perdu pour autant de ses capacités de réflexion » déclarait Jacqueline Dherwilly-Lambert dans son discours de clôture. Certes ! mais réflexion qui n'a rien à voir avec une réflexion collective, avec un débat démocratique. Citons encore le correspondant du Monde qui écrit « Le grand effort de démocratisation annoncé par M. Séguy en 1972 n'est pas niable mais la CGT n'emploie-t-elle pas pour ses troupes, ces vieilleries dont on protège les yeux d'un cheval ombrageux ? »

Gageons qu'avec de telles méthodes le phénomène « d'évaporation » souligné par André Bertelooti dans son rapport financier (500.000 adhésions nouvelles pour moins de 100.000 adhérents renforçant effectivement la CGT) continuera...



● VOTE POUR LA LISTE COMPLETE proposée par le C.C.N.

● EN CAS DE VOTE DIFFERENCIE, pour un ou plusieurs candidats présentés par le C.C.N., préciser :

Le Syndicat	Nombre de voix	Vote contre (1)	S'abstient (1)	Concernant le candidat ci-dessous (2)

(1) Mettre une croix dans la colonne qui correspond au vote (2) Nom et prénom

● VOTE EN FAVEUR D'UNE CANDIDATURE NON RETENUE PAR LE C.C.N.

Le Syndicat	Nombre de voix	Vote pour

L'ART DE MANIER LA DEMOCRATIE

Le débat préparatoire du congrès devait être « gigantesque » ; il n'eut que peu ou pas lieu...

Malgré cela les amendements présentés par les syndicats ont été « nombreux » ont affirmé tour à tour Henri Krasuki et Christiane Gilles respectivement rapporteurs des commissions des amendements sur les projets de document d'orientation et de programme d'action.

Combien d'amendements ? Sur quoi ? Mystère !!!

Le fait que « plusieurs amendements allaient dans le même sens », que d'autres « n'étaient pas à proprement parler des amendements mais des directives pour l'action à transmettre à la nouvelle direction », que d'autres encore « étaient trop nouveaux et n'avaient pas été valablement discutés pour pouvoir être soumis au vote » et quelques-uns « n'étaient pas en conformité avec des décisions antérieures et non remises en cause autrement que par leurs auteurs au congrès » (sic) a conduit tout naturellement les deux comissions à ne présenter que les amendements dans la « ligne »...

Toute une conception de la façon de débattre ! Toute une conception du maintien de « l'unité de la première centrale syndicale de France ».

Une conception qui se retrouve aussi dans le mode d'élection à la commission Exécutive... Nous reproduisons ci-dessous un fac-simile du bulletin de vote remis aux délégués...

Il ne viendrait à l'idée d'aucun bureaucrate qu'un délégué « responsable » puisse être pris du désir de raver plus de deux noms !!!

Et aucun délégué n'a utilisé la 3ème ligne puisque toutes les candidatures avaient été préalablement « retenues » par le CCN.

...Qu'on se rassure tous les candidats ont été élus !...

CENSURE !

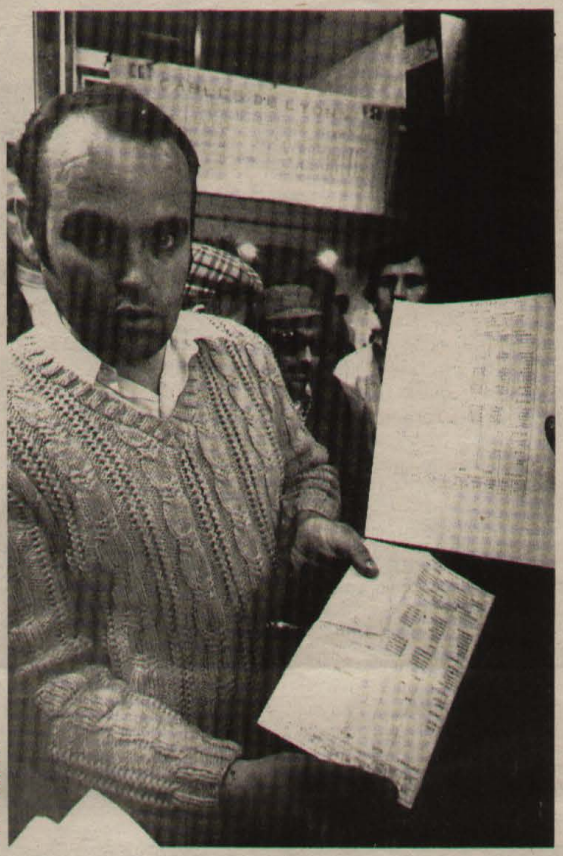
Chaque jour, durant le congrès, une Edition Spéciale du *Peuple* était diffusée à tous les congressistes reproduisant les discours et déclarations des membres du Bureau Confédéral et un analytique des interventions.

Le Syndicat des correcteurs de Paris fut la seule voix qui se fit entendre pour se démarquer du soutien inconditionnel au Programme Commun. Le Peuple n° 4 reproduisait fidèlement cette intervention (avec un jour de retard). Un passage toutefois fut supprimé : celui qui traitait... du Programme Commun !

Ainsi se fabrique la belle unanimité de façade, dont rêvent les bureaucrates. Le procédé est tout de même un peu grossier.

Stalinisme : pas mort !

POINTS CHAUDS



Semo-Fotolib

un ouvrier des Câbles montre sa fiche de paye

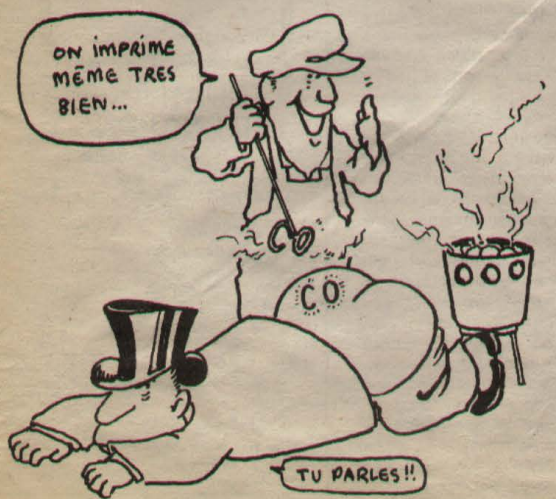
vient de paraître. Passer les commandes

IMPRIMERIE CARON-OZANNE

La grève avec occupation se poursuit dans la plus grande unité. Les travailleurs ont su répondre aux tentatives de division de la direction. Cette dernière a tenté d'organiser le 30 juin un vote sur la reprise. Ce fut un échec cuisant. 22 personnes seulement ont participé au scrutin-bidon en majorité des cadres et assimilés. Au même moment, les grévistes, réunis en assemblée générale adoptaient une motion déclarant notamment : « ... les travailleurs réunis en A.G. ne prendront nullement en considération l'appel à un vote lancé par l'ex-directeur de l'imprimerie Caron-Ozanne, M. Doreau. Ce dernier s'est vu interdire l'accès de l'entreprise par les occupants. De plus, à l'unanimité, ouvriers et cadres ont réclamé son départ. Aujourd'hui il voudrait organiser lui-même les votes des grévistes dans l'espoir de diviser le personnel. Cette espérance est une illusion. » Plus de 100 travailleurs ont signé cette motion.

Le second numéro de **Ouest-Licenciements** est paru. Imprimé sur quatre pages, il donne une large place aux luttes sur la région (Les bennes Marel, A.S.F., Cyclone, Blaupunkt, Novac, Bretoncelles, Lepetit, A.N.P.E...). En rompant l'isolement de chacune de ces luttes, en les popularisant, **Ouest-Licenciements** s'affirme comme le trait d'union, le début d'une possible coordination des luttes sur la région, met en évidence l'existence d'un front de lutte sur l'emploi et les jonctions qu'il est possible de mettre en place. Ses colonnes deviennent un cadre de débat sur les revendications face à l'emploi, sur les formes de lutte à avancer dans la conjoncture actuelle, sur les perspectives politiques qu'elles impliquent.

Le 1er juillet 75
Correspondant



UGINE ACIERS A FOS : APRES 33 JOURS DE GREVE PUK A CEDE

PUK, c'est Péchiney-Ugine-Kulhman, trust multinational. L'usine Ugine Aciers à Fos en fait partie. Depuis le 26 mai les 1280 travailleurs de l'entreprise étaient en grève avec occupation pour 200 F d'augmentation uniforme, la garantie de l'emploi, le rétablissement de l'échelle mobile... Grève longue et dure qui a tenu grâce au minimum d'auto-organisation qu'ont su mettre en place les travailleurs. Un « conseil de grève » composé des délégués syndicaux et de délégéus élus par atelier, et des commissions chargées de la popularisation, de l'animation et du ravitaillement...

A 1280, ce n'est pas facile de se battre contre un géant comme le PUK. Les augmentations de salaires obtenues s'échelonnent entre 120 F et 180 F par mois, les jours de chômage seront payés à 80 %, de plus la direction s'est engagée à convoquer une commission paritaire dès que l'augmentation des prix dépassera d'1/2 point les hausses de salaires. Les travailleurs d'Ugine Aciers auraient peut-être pu obtenir mieux si le problème de l'extension du mouvement aux autres entreprises du trust avait été posé.

Mais Fos est restée seule à se battre. Néanmoins ils ont prouvés que la lutte aujourd'hui peut payer, les répercussions de cette grève ne tarderont pas à se faire sentir dans le groupe.

Le 30 juin 75
Correspondant

ROUEN : LA JUSTICE DE LECANUET MONTRE LES DENTS

A la suite des incidents survenus aux abords du Palais de Justice de Rouen lors du procès Duval (cf. Rouge n° 305), six personnes avaient été arrêtées, interpellées, un lycéen et cinq travailleurs. Ils passaient devant le tribunal correctionnel lundi dernier. Une fois encore, on a pu assister au triste spectacle de la justice bourgoise. Témoignages de l'accusation embrouillés et peu probants, mais comme l'a dit sans honte le procureur : « il faut faire des exemples. » En conséquence de quoi, cinq accusés ont été condamnés à huit jours de prison ferme. Le zèle des magistrats rouennais se situe dans le prolongement direct des opérations policières patronnées par Lecanuet dans sa ville, notamment contre les entreprises occupées par les travailleurs en grève. On voit comment se prépare la « calme rentrée d'octobre » programmée par Giscard.

Le succès de la campagne de solidarité et d'explication prise en charge par des organisations syndicales (UL-CFDT, syndicats CFDT-Chimie, SGEN, PTT, Santé), des organisations politiques (PSU, LCR, Révo !) et les groupes femmes, le MLAC, le syndicat de la médecine générale, a démontré la sensibilisation de la population à la politique répressive du pouvoir. Soutien et solidarité continuent plusieurs accusés ayant fait appel. Après ce jugement scandaleux, l'élargissement de la riposte apparaît nécessaire : on attend toujours une prise de position du PCF...

Le 1er juillet 75
Correspondant

CABLES DE LYON-CLICHY : LA GREVE CONTINUE !

L'intervention policière, les provocations patronales n'ont pas réussi à briser la détermination et la combativité des travailleurs des Câbles de Lyon. La reprise du travail escomptée par la direction n'a pas eu lieu, malgré les manœuvres patronales l'immense majorité des travailleurs a décidé de poursuivre la lutte, de continuer la grève.

Les travailleurs des Câbles ont immédiatement apporté leur soutien militant aux grévistes de Chausson-Gennevilliers après l'évacuation et la violence policière qui a suivi. En moins d'un mois, dans un périmètre restreint, trois usines occupées, trois interventions des flics pour chasser les occupants, qui oserait dire que le problème de l'autodéfense ne se pose pas ?

CONFERENCE DES GROUPES TAUPE DE LA REGION BORDEAUX-TOULOUSE

150 militants ouvriers et employés des Groupes Taupe Rouge se sont retrouvés à Toulouse les 21 et 22 juin pour la première conférence régionale. Celle-ci était placée sous le signe des échanges d'expérience entre travailleurs des mêmes branches. Les plus nombreux étaient les travailleurs du secteur Santé mais on notait la présence d'une forte délégation de métallos, en particulier d'Agen et Fumel. La conférence regroupait en plus de Bordeaux et Toulouse de petits mais solides contingents de villes comme Albi-Castres, Tarbes et Pau, Villeneuve et Fumel, Périgueux et Bayonne.

Les rapports partis-syndicats ont fait l'objet d'un rapport central et de discussions approfondies en commissions C.G.T. et C.F.D.T. Les mots d'ordre sur l'emploi et l'organisation des chômeurs ont été au cœur des débats qui ont été particulièrement animés après le rapport d'Alain Krivine sur la situation portugaise. Le coup d'envoi de la « campagne quotidien » a été donné, les membres des Groupes Taupe vont collecter autour d'eux dans leurs entreprises. Au total une bonne conférence, des échanges d'expériences intéressants, des liens solides et efficaces tissés.

«REVOLUTION» le sens d'un congrès

Nous avions posé six questions par écrit à « Révolution ! » et annoncé la publication de cette interview dans nos colonnes. N'ayant pas reçu de réponse après deux numéros de « Rouge », nous donnons ici nous-mêmes une appréciation de leur congrès.

Les résolutions et les textes présentés et votés par le IIIe Congrès de *Révolution !* insistent sur une idée centrale : la nécessité pour cette organisation de « dépasser la phase groupusculaire » pour définir de nouvelles frontières organisationnelles dans le mouvement révolutionnaire.

Ce tournant porte d'abord sur une ré-orientation de leur travail ouvrier vers le mouvement syndical ; mais il définit surtout la nécessité d'une démarche programmatique d'ensemble, intégrant les éléments particuliers de leur politique dans un cadre général. Ce sont ces questions que nous traitons dans ce court article.

« Révolution ! » dans la rue. D.R.

quelle politique d'unité ?

Sur cette question, c'est une démarche de « Front unique anti-capitaliste » qui doit articuler l'ensemble de la politique de *Révolution !* pour la période. Par une telle perspective, cette organisation tente de donner une réponse globale à deux problèmes politiques précis :

- D'abord, répondre à la nouvelle conjoncture politique, à l'Union de la Gauche comme solution politique centrale, aux recompositions actuelles du mouvement ouvrier, qui posent objectivement comme bataille centrale une bataille pour l'unité de la classe ouvrière.
- Ensuite, tenter de dépasser une politique d'unité d'action ponctuelle, sélective, pour pouvoir se doter d'une méthode plus générale. Cette politique de « Front uni anticapitaliste » s'appuie sur une nouvelle période ouverte par Mai 68 : période qui connaît la radicalisation croissante non seulement de la classe ouvrière mais aussi d'une série d'autres couches sociales. Aussi le « Front uni anticapitaliste » définit-il le cadre stratégique d'alliances de la classe ouvrière avec la nouvelle petite bourgeoisie, la jeunesse, les femmes, etc ! ! ! il trace un « Camp populaire » sous l'hégémonie du prolétariat.

Cette analyse d'une grande confusion esquive en particulier le problème des rapports politiques avec les réformistes et permet pour une même orientation, plusieurs interprétations :

- La première, utilisant les notions de « camp populaire », d'« Unité ouvrière et populaire »... peut conduire *Révolution !*, qui, dans une première étape ne trouvera son camp populaire que sous hégémonie réformiste, à constituer la gauche de ce camp populaire. Et donc de s'adapter à certaines formes de la gauche syndicale, de composer avec le populisme et l'interclassisme, et enfin de connaître des tentations opportunistes droitières.

C'est d'ailleurs déjà ce que pratiquent couramment les groupes populistes PLC-PDUP (Pour le Communisme, Parti d'Unité populaire) avec lesquels *Révolution !* a engagé un processus de fusion.

- La seconde, considérant que le camp populaire est dissocié de l'Union de la Gauche, et a déjà rompu avec la politique réformiste, amènera-*Révolution !* à une politique de contournement du mouvement ouvrier organisé et à des initiatives qui pourront isoler l'avant-garde des masses et donc laisser celles-ci à l'emprise des réformistes

Voilà les deux écueils de l'alternative qui sont inscrits dans cette politique confuse de Front uni anticapitaliste.

Bien sûr, les camarades de-*Révolution !* se défendront en expliquant que ce ne sont pas leurs positions : qu'ils n'ont jamais eu la réputation d'être droitiers et qu'ils ont bel et bien rompu et depuis longtemps, avec toute conception ultra-gauche. Cela n'est peut-être pas dans leur intention ou leurs projets, mais en esquivant les rapports politiques aux organisations réformistes, la dynamique objective de leur position politique ne pourra que produire des hésitations, des oscillations profondes, voire à un opportunisme qui désarmera les révolutionnaires face à leurs tâches.

En ce qui nous concerne, la question de l'unité ne peut être posée seulement en termes d'alliances de classes ; elle répond d'abord et avant tout aux divisions politiques que connaît la classe ouvrière et donc à l'hégémonie que détiennent les-réformistes.

Ainsi il s'agit, en répondant aux besoins objectifs des masses, de se battre pour une politique systématique d'*unité sur des bases de classe*, pour arracher par l'expérience concrète, et dans la lutte, des fractions de plus en plus nombreuses de la classe ouvrière à l'emprise des réformistes.

Mais le fondement des positions de *Révolution !* relève d'une analyse très mécaniste, qui n'arrive pas à saisir le lien dialectique qu'il y a entre radicalisation des masses et organisations réformistes. Disons un peu schématiquement qu'ils traitent de façon séparée ces deux questions : d'un côté la radicalisation, de l'autre le jeu des forces réformistes, sans saisir l'interaction, sans voir par exemple que l'Union de la Gauche est certes une alliance de collaboration de classe, mais aussi la réponse des-réformistes à la radicalisation des masses depuis 68. Sans comprendre qu'apporter des réponses à cette radicalisation, c'est aussi développer une politique par rapport aux forces-réformistes. Et on ne peut esquiver cette question car derrière toute organisation, se profilent des forces sociales et c'est l'ensemble de la

politique des révolutionnaires — mots d'ordre, travail de masse... — qui doit se définir par rapport à cette perspective.

sur la question du pouvoir...

Révolution ! analyse la période comme celle de l'actualité de la Révolution ; aussi tente-t-elle de fonder sa politique en liant les luttes les batailles sur les revendications immédiates aux problèmes politiques centraux.

Dans ce sens, la question du contrôle ouvrier est considérée, non plus

inprecor

VIENT DE PARAITRE

INPRECOR N° 29
19 JUIN 75

« L'agonie du franquisme et les tâches de la révolution espagnole »
Résolution du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale.

QUATRIEME INTERNATIONALE n° 20-21

D. Bensaid : le congrès de Lotta Continua
Comité central de la LCI : le Portugal depuis les élections
Jabra Nicola : la révolution arabe et le mode de production asiatique
Tom Gustafsson : la social démocratie suédoise
Pierre Frank : Medvedev et le stalinisme

ENVOYER COS COMMANDES A J.F. GODCHAU
10, Impasse Guéménée
75004 - Paris

Fotolib.

Les dirigeants de « Révolution ! » au cours d'un meeting à Paris.

comme un élément partiel circonstanciel à une lutte donnée, mais comme une démarche d'ensemble introduisant leur dynamique politique aux luttes.

Cependant, parce que *Révolution !* refuse de poser fondamentalement les rapports aux réformistes, elle exclue totalement toute formule de « gouvernemetn des organisations ouvrières » qui ne pourrait que relever selon eux :

- Soit d'une vision étapiste de la révolution. Un gouvernement des forces réformistes représentant l'étape actuelle, positive pour laquelle les révolutionnaires devraient se battre.
- Soit d'illusions sur la capacités des organisations réformistes à accomplir les tâches politiques nécessaires de la période actuelle.

En posant ainsi le problème, *Révolution !* fait preuve d'une totale incompréhension. En refusant d'engager une bataille pour un gouvernement des organisations ouvrières sur la base d'un programme anti-capitaliste — organisations qui sont les instruments actuels à travers lesquels les masses posent le problème du pouvoir — *Révolution !* se condamne à ne peser d'aucun poids sur la défiance qui, aujourd'hui, croit chez des milliers de travailleurs, vis-à-vis des directions réformistes. Enfin, sa politique, en l'absence de perspective gouvernementale, ne pourra inévitablement qu'osciller entre une propagande générale pour le pouvoir aux travailleurs et un repli économiste sur les luttes, les revendications immédiates. Dans ce sens, les groupes populistes PLC-PDUP, alliés privilégiés de *Révolution !*, tendent à ériger ce repli économiste en ligne fondamentale d'une politique révolutionnaire...

sur le travail syndical...

Passons sur la façon dont *Révolution !* interprète son histoire, expliquant qu'ils n'ont jamais privilégié le travail extra-syndical, les comités de base divers, etc... Aujourd'hui en tout cas, cela change : les camarades par exemple, avancent comme perspective la fusion syndicale et la priorité au travail syndical. Mais là-encore, ils s'arrêtent à mi-chemin : la perspective d'une tendance syndicale est rejetée au profit de la notion fourre-tout de « Tendance révolutionnaire dans la classe ouvrière ». De quoi s'agit-il ? d'une tendance hors et dans les syndicats ? d'une tendance regroupant de fait les sympathisants larges de *Révolution !* ? Il s'agit en tout cas d'une notion de l'échine souple qui peut permettre n'importe quoi dans la pratique.

Derrière cette confusion de langage se trouve une vision tacticienne de l'intervention syndicale. Cette « orientation » impose à-*Révolution !* une oscillation permanente entre une pratique sectaire et manipulatoire qui vise à construire une « tendance » de *Révolution !* dans et hors les syndicats et une pratique opportuniste qui, pour rompre l'isolement (produit du sectarisme) conduit *Révolution !* à une adaptation droitière à la gauche C.F.D.T. (en refusant de lutter pour la création d'une tendance lutte de classe).

Là-aussi, plusieurs interprétations sont permises. Toutes ces questions sont d'autant plus importantes pour l'ensemble des militants révolutionnaires, que les pressions de la situation politique objective sont lourdes d'hésitations voire d'opportunisme. En l'occurence, il semble que *Révolution !* n'y échappe pas.

P.S.U.

quand « Tribune socialiste » répond à « Rouge »...

● T.S. n° 662 répond à l'article de Rouge n° 304 sur « Le PSU du congrès à la fête », et au reproche qui était adressé au PSU à propos de la manifestation sur l'Espagne.

Hélas, Tribune Socialiste a choisi de ne pas répondre politiquement, mais par deux billets humoristiques intitulés : « un pot de colle et des ciseaux » et « quand Rouge s'ultimatise ».

En écrivant que Victor Leduc ne voyait pas de grandes divergences entre le PSU et LE CERES hormis la « barrière artificielle du Programme Commun » dont les deux organisations n'ont pas la même « lecture », nous aurions travesti sciemment les écrits de Victor Leduc.

L'ennui, c'est que V. Leduc écrit, lui-même et dans le même numéro de Tribune Socialiste que « des militants, comme ceux du secteur Santé-Sud du PSU, ont pu croire que les positions du CERES n'avaient fait l'objet d'aucune critique de notre part ». Alors si des militants du PSU eux-mêmes ont pu le croire « sans colle ni ciseaux »... !

Mais le plus important n'est pas là. Il semble que le PSU n'accepte qu'avec la plus grande réticence de débattre avec la Ligue Communiste Révolutionnaire.

Nous le répétons, nous avons une divergence fondamentale avec les camarades du PSU sur la conception de la politique unitaire à l'égard des réformistes. Nous sommes, comme le PSU, pour une politique unitaire du sommet à la base avec les réformistes. Nous ne rejetons pas, a priori, tout compromis avec eux, si cela favorise la mobilisation des travailleurs. Nous ne reprochons pas non plus au PSU de proposer des débats programmatiques aux réformistes.

La critique que nous faisons au PSU, c'est :

— de glisser vers l'« Union populaire », au nom de l'« Unité populaire » ;

— de refuser que le « collectif Eva Forest » appelle à la manifestation de l'extrême gauche sur l'Espagne (alors que les réformistes refusent de manifester), sous prétexte que le collectif pourra éventuellement servir de paravent dans d'éventuelles et ultérieures tractations avec les réformistes menées par le PSU ;

— d'accepter les exclusives des réformistes contre les organisations d'extrême gauche et même de ne mener aucune bataille politique nationale contre ces exclusives (par exemple pour les deux manifestations sur les libertés) ;

— pire, c'est de refuser d'intervenir en tant que tel (ce que la fédération de Paris du PSU avait fait en d'autres circonstances) quand les staliniens agressent physiquement les vendeurs de Rouge (lors de la manifestation du 26 juin sur les libertés à Paris), alors même que spontanément des militants du PSU, à titre individuel, étaient venus protester et imposer la démocratie ouvrière.

Nous pensons que cette politique, ni ne renforce la mobilisation des travailleurs, ni ne contribue au développement de l'extrême gauche révolutionnaire, même si elle permet de maintenir une position « charnière » au PSU.

Les camarades du PSU pensent, eux, que nous avons une position restrictive et sectaire sur l'unité. Débattons-en, fraternellement dans les journaux et revues respectifs. A moins que la politique unitaire du PSU à l'égard des réformistes implique aussi pour sa direction de limiter au maximum le débat avec l'extrême gauche, et notamment avec la Ligue.

René YVETOT

LA REPONSE DE LA C.G.T. : NON!

Le mouvement syndical est divisé ; la direction confédérale de la C.G.T. en tire prétexte pour refuser le syndicat de soldats.

Il était difficile de trouver une position officielle de la CGT sur l'armée. Le programme d'action proposé au 39° congrès confédéral fait allusion à la question en se référant au « statut démocratique du soldat » sans dire d'où il vient.

Au congrès, alors qu'aucun texte préparatoire n'avait réellement abordé la question, une brochure imprimée sur papier glacé est distribuée aux délégués. Aucun débat n'est prévu. D'ailleurs souligne l'introduction de la CE, « *ces questions sont affaires de gouvernement, donc des partis politiques* (!) ».

le syndicat de soldats

Le statut démocratique affirmait le droit pour chaque militaire d'adhérer au parti ou à l'organisation de son choix. Mais quand se multiplient les comités de soldats, la seule forme d'organisation proposée par les JC dans les casernes reste les clubs de concertation avec la hiérarchie, (club du soldat). Depuis les manifestations de cet hiver, les soldats organisés avancent concrètement la perspective d'un syndicat de classe des soldats, lié organiquement au mouvement ouvrier. Dans plusieurs régions, les comités ont pris contact avec des syndicats CGT ou CFDT, des UL, des UD.

On se rappelle le mot de Maire au moment du procès de Marseille. Aujourd'hui, même si le Bureau national de la CFDT se montre de moins en moins enthousiaste pour cette perspective, plusieurs fédérations se sont ouvertement prononcées en sa faveur dans leur congrès. On attendait donc une position officielle de la CGT. Séguy l'annonçait déjà dans son liver *Lutter* « *le droit pour les militaires de se syndiquer ne figure pas dans le programme de la CGT, encore qu'il ne serait pas inimaginable que ce droit soit consenti (sic) notamment aux militaires de carrière* ». Autant de méandres qui en disent long sur les incertitudes et les débats suscités par cette question dans la confédération.

La réponse semble aujourd'hui plus nette. C'est non. « *Un syndicat de soldats ne se justifie pas,* » indique la plaquette au chapitre *des droits nouveaux pour les appelés*. En fait les raisons invoquées sont bien faibles. La pluralité syndicale notamment. Au moment où la CGT se dit championne de l'unité, saluant à tout moment la portée historique de l'accord « anti Lip » du 26 juin, il ne serait pas possible de soutenir unitairement un syndicat de classe des soldats. Certaines expériences montrent au contraire que c'est tout à fait possible, si l'on respecte la démocratie et les formes d'organisation dont se dotent les appelés. A Thionville, par exemple, après la mutation de Goasgen de Verdun à la suite de sa lettre ouverte à Bigeard, les syndicats et les partis de gauche l'ont soutenu contre la répression. Mieux : le bulletin du Comité de soldats du 25° RA, « A canons rompus », est depuis, *imprimé et diffusé* avec l'aide de la CGT et de la CFDT. Alors, pourquoi ce qui est possible à Thionville ou à Clermont-Ferrand ne le serait-il pas nationalement ?

unité syndicale

Mais, évidemment, il faut pour cela respecter l'autonomie politique des soldats. Ce que demandent aujourd'hui les appelés, ce n'est pas la construction de fédérations CGT ou CFDT dans les casernes, mais une organisation unitaire. Soutenue ouvertement par les centrales ouvrières, elle déterminerait elle-même dans ses débats démocratiques, sa plate-forme, ses formes de lutte, ses responsables. En fin de compte, l'existence d'un syndicat unitaire des soldats *ouvrirait concrètement aussi la perspective de l'unification des centrales ouvrières* sur un autre terrain que celui d'une unification bureaucratique au sommet. Enfin, quand la CGT propose en contre partie que des délégués d'appelés aient les mêmes droits que ceux qui existent dans les entreprises, elle maintient l'ambiguité. Ou bien elle exige par là une représentation permanente des appelés face à la hiérarchie, et ils doivent non seulement avoir les mêmes droits que les délégués du personnel, mais aussi être désignés et contrôlés par les appelés eux-mêmes. Ils doivent pouvoir s'organiser, se réunir, discuter librement, *indépendamment de la hiérarchie*. C'est cette exigence qu'exprime la revendication du Syndicat de soldats. Ou bien la CGT désigne par ces délégués les potiches qui discutent de l'ordinaire avec les officiers, ils ne peuvent même pas réunir le contingent sans présence de la hiérarchie ; dans ce cas, la direction qu'elle prend est trop claire : faire le jeu de la « concertation », soupape de sûreté prônée par Bigeard.

SPIRE : LA S.M. FRAPPE...

Ce n'est pas un secret, et surtout pas pour la sécurité militaire : le régiment de Génie stationné à Spire (R.F.A.) est une des unités où la combativité des appelés est la plus grande : le comité de soldats du 10ème R.G. est l'un des plus actifs d'Allemagne. Son journal, SPirate Rouge, en est à son numéro 7, sans compter quatre suppléments. Diffusé hors de la caserne par des civils allemands et dans la caserne par les membres du comité, il est lu par tous, appelés, engagés, officiers. Plusieurs officiers ne se sont-ils par prononcés — en privé — pour son affichage dans la caserne ?!

Le 18 juin, un cross du régiment est improvisé par la hiérarchie. Il s'agit de mettre en condition la troupe à la veille de la visite du général Berthau qui vient en inspection de routine. Les bidasses n'apprécient pas tellement l'initiative : le cross est saboté et une centaine d'entre eux passent en marchant devant le colonel...

Le 19, la Sécurité militaire est dans tous ses états. Le général doit arriver, mais des bruits insistants de grève de la faim du contingent se répandent dans la caserne. Facile à comprendre : l'ordinaire, habituellement infect, s'est transformé en plantureux festin à l'annonce de la visite de Berthau, il ne faut pas se payer la tête du monde ! Finalement, on trouve la parade géniale : le 19, le colonel du régiment emmènera le général déjeuner à l'écart... et le 20, tout le monde en campagne : déjeuner sur l'herbe.

Pour la Sécurité militaire (S.M.), ce casse-tête autour de la visite de Berthau a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase : à Spire, l'autorité militaire n'est plus maîtresse chez elle. Jeudi 26, à 9 heures du matin, la caserne est bouclée. Personne n'est autorisé à sortir, pas même les officiers et les sous-officiers. Treize bidasses sont désignés, aussitôt emmenés à Landau, isolés, interrogés. Parmi eux, six ont été mutés et mis aux arrêts dans de nouvelles affectations que la S.M. refuse de révéler, même aux familles : il s'agit des soldats De La Celle, Demeleumester, Depinois, Lust, Touly (militant U.N.E.F.), Slyper (militant C.G.T.).

La répression ne s'en tient pas là : le lendemain, la S.M. débarque en hélicoptère au beau milieu des manœuvres Magenta qui se déroulent en Bavière et auxquelles participe une partie du 10ème R.G. Cinq bidasses sont « enlevés » et emmenés en hélico. A Baden Baden, on les isole, on les menace, on les interroge. Mais la S.M. ne peut rien tirer d'eux et doit les relâcher.

Cette répression ne frappe pas aveuglément. Il s'agit, à la veille des vacances et surtout de la libération de la classe réputée la plus combative, de frapper un grand coup contre un bastion de l'insolence antimilitariste de R.F.A.

Le comité de Spire continue ! solidarité avec les soldats de R.F.A. !

DES DROITS NOUVEAUX POUR LES APPELES

Un syndicat de soldats ne se justifie pas pour plusieurs raisons.

- d'abord par définition un appelé n'est soldat que pour une durée limitée de son existence ;
- ensuite la situation **de pluralité syndicale** en France ne permet pas d'envisager de façon efficace l'implantation de syndicats dans les casernes.
- **par contre les appelés doivent se voir donner la possibilité de désigner parmi eux un délégué qui pourra discuter, débattre de leurs problèmes avec les sous-officiers ou officiers.**

Des commissions composées des délégués et des hommes du commandement auront à débattre des litiges qui pourront surgir.

- En tout état de cause, **le droit d'association** doit être reconnu aux appelés.

Gamma

parade des « phalanges » devant Gemayel, leur chef

la résistance palestinienne au Liban Fotolib

LIBAN

GUERRE DE CLASSE

Il s'agit d'un affrontement entre les forces de la révolution arabe au Liban et l'impérialisme qui est derrière les « Phalanges »

Le Liban est le théâtre d'une guerre civile intermittente dont l'intensité n'a cessé de croître au cours de plusieurs années. Quand, au lendemain de septembre 70, le septembre noir qui marqua par ses massacres la fin de l'action ouverte sur une grande échelle de la Résistance Palestinienne, cette dernière dut se replier en Syrie et au Liban. Tout naturellement la Résistance Palestinienne trouva dans les centaines de milliers de réfugiés palestiniens de 1948 et 1967, un domaine propre pour son acceuil, sa réorganisation et une disponibilité combative inépuisable. Ainsi, les réfugiés au Liban devinrent de fait, et à juste titre, un corps social organisé, politiquement indépendamment de tout contrôle de l'appareil d'Etat libanais. L'Organisation pour la Libération de la Palestine (O.L.P) véritable appareil d'Etat sans Etat, s'est vu reconnaître par la force des choses comme un Etat dans l'Etat libanais.

d'où vient la contre révolution au Liban

Le Liban est un Etat fantoche ou à peu de choses près. Il a été créé par l'impérialisme, et surout par les français, pour une raison officielle : une très forte communauté catholique maronite (variété locale de l'église orthodoxe) liée corps et âmes à l'occident impérialiste, qu'il fallait défendre au nom de la chrétienté. Cette communauté catholique est socialement et économiquement une tête de pont de l'impérialisme au Liban et au Proche-Orient. Son statut est celui d'une classe priviligiée qui refuse d'être intégrée à tout prix dans l'Orient arabe et de ce fait agit face à la montée de la révolution arabe au-travers de la Résistance Palestinienne, comme un des outils locaux de la contre-révolution, aux côtés d'Israël. Tous deux ont des intérêts communs : ils ne peuvent exister en-dehors de leur intégration au système impérialiste, ils sont menacés par toute mise en mouvement des masses arabes paupérisées et se trouvent obligés de tout tenter pour écraser la Résistance Palestinienne. Pour se donner une apparence de justification dans leur séparatisme, les maronites libanais se refusent à être caractérisés comme arabe chrétien, mais se disent « descendants des phéniciens », voulant ainsi montrer que leur rôle de commerçants ou plutôt de trafiquants internationaux a ses origines et ses raisons d'être.

Organisés sur une base patriarcale, les maronites libanais disposent d'une armée propre, les Phalanges, financée et armée par l'impérialisme, ont établi dans leurs régions leur pouvoir sur la base du clientèlisme politique et agissent comme des féodaux modernes. Cette force sociale et politique constitue un véritable verrou au développement de la Révolution Arabe au Liban. Il en découle la nécessité de sa destruction comme force organisée de la contre-révolution.

trois raisons pour les combats actuels

La raison de l'initiative prise par l'armée parallèle, appelée les Phalanges, pour liquider les palestiniens est avant tout due au fait qu'au cours d'années et d'années la Résistance Palestinienne a su grâce à un long travail efficace s'allier des secteurs entiers de paysans chrétiens soumis au harcèlement des raids israëliens sur le Liban. L'armement et la défense de ces derniers n'étaient assurés que par la Résistance Palestinienne. Comment l'Etat libanais majoritairement contrôlé par ces « féodaux » chrétiens pouvait-il subvenir à la défense de cette paysannerie sans s'impliquer directement dans la lutte contre Israël, qu'il se refuse à tout prix pour des raisons de solidarité de classe dans la région.

La raison pour laquelle a été prise maintenant cette initiative d'affronter militairement les palestiniens est à trouver à Washington et Jerusalem, avec le silence bienveillant du Caire et du Roi Hussein de Jordanie. Tant que la Résistance Palestinienne maintient la force qu'elle a rassemblée au Liban, principal terrain d'accès en Israël pour des actions de toute sorte, la tenue de la Conférence de Genève ne peut être acquise à cause des refus d'Israël. Or cette Conférence est essentielle aux impérialistes et aux bourgeoisies arabes pour parvenir à une situation de règlement dans la région. La pression des Etats-Unis sur Israël est rendue improductive pour les impérialistes comme pour les bourgeoisies arabes tant qu'Israël n'a pas satisfaction sur le terrain de la lutte contre la Résistance Palestinienne.

Enfin la raison qui commande l'affrontement des Phalanges libanaises contre la Résistance Palestinienne, provient du danger qu'aurait représenté l'utilisation de l'armée libanaise contre la Résistance Palestinienne, qui aurait provoqué une intervention rapide de l'armée syrienne. L'armée libanaise est en majorité chrétienne maronite, et l'impliquer contre la Résistance aurait signifié une guerre intérieure contre la communauté musulmane majoritaire dans le pays. Faire jouer les Phalanges laisse les mains libres à tous ceux qui veulent accréditer l'idée que la Résistance Palestinienne est un corps étranger au Liban.

La Résistance Palestinienne au Liban comme ailleurs dans la région est chez elle. La nation et la Révolution arabe sont une.

des échéances très lourdes

Le conflit en cours est donc un affrontement entre les forces de la révolution arabe au Liban et l'impérialisme qui est derrière les Phalanges. La dimension sociale de la Résistance Palestinienne apparaît clairement dans les évènements actuels. Le Liban est possédé financièrement, économiquement, par l'impérialisme occidental, la bourgeoisie pétrolière arabe, et leur expression locale, la bourgeoisie compradore libanaise, chrétienne maronite dans sa majorité. La Résistance Palestinienne n'y possède que ses armes et ses militants et y bénéficie de la solidarité active de secteurs entiers de la population. Une guerre de classe s'y déroule. Or la direction de l'O.L.P. s'est toujours prononcée en faveur de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats arabes. Elle se trouve mise au pied du mur dans l'actuelle situation. Accepter cette guerre de classe ou tenter de revenir en arrière, tel est le choix. Or revenir en arrière après de tels développements comportent des risques très graves, car la réaction s'est engagée très loin du moment qu'elle a accepté de voir bombarder ses magasins, ses usines, ses docks, ses bâtiments.

G.V.

PORTUGAL: L'ETAT C'EST QUI ?

S'organiser. Se défendre. Se coordonner. La marche de la révolution portugaise s'accélère.

D.R.

Lisbonne le 17 juin, manifestation des comités révolutionnaires de travailleurs, soldats et marins. En tête du cortège : les ouvriers de la Lisnave.

Lisbonne, le 30 juin.

Comme prévu la publication du « Plan d'action politique » du MFA n'a pas résolu grand chose.

Le Conseil de la Révolution vient à nouveau de se réunir pour « *étudier la mise en pratique du plan* ». Aucune nouvelle mesure n'est annoncée avant la prochaine assemblée du MFA, convoquée pour le 8 juillet. Tout se passe comme si l'instance suprême du MFA essayait de solidifier le compromis passé entre les trois principaux courants qui la traversent, en répartissant à peu près également les postes-clés. Ramiro Correia — qu'on dit membre du PCP — devient chef de la 5ème division de l'Etat-major (chargée de la propagande et de la « dynamisation ») ; Otelo Saraiva de Carvalho — qui se proclame « militant révolutionnaire de base » — de commandant-adjoint passe commandant exclusif du COPCON. Une « *commission centrale* » du Conseil de la Révolution, véritable gouvernement militaire flanqué d'une « *commission exécutive* », d'une « *commission politique* » et d'une « *commission militaire* »», *est constitué sous la présidence de Costa Gomes — qu'on prétend le plus « modéré ».*

Le conseil de la révolution, au cours de cette même réunion, peut bien promulguer un décret « *punissant de l'expulsion des Forces Armées* » « *les militaires qui incitent à la désobéissance, la provoquent ou désobéissent gravement à leurs supérieurs ou au programme du MFA* ». « *Mener la révolution socialiste jusqu'à ses ultimes conséquences* », comme l'a voté la dernière assemblée de la Marine le 27 juin, est-ce le programme du MFA ? Déclarer : « *avec la social-démocratie nous ne construirons pas le socialisme* », comme Vasco Lourenço qui est membre du Conseil de la Révolution (dans l'Expresso du 28 juin) est-ce conforme à la doctrine officielle du MFA ?

Plus que jamais le seul point de son programme que le MFA défende vraiment c'est son unité. La crise de la semaine passée était un avertissement ; l'unanimité de façade peut tenir tant que la situation, à l'extérieur des locaux de l'Etat-Major, le permet. Ce n'est plus le cas.

le désir de s'armer

La première mobilisation de masse pour des objectifs réactionnaires s'est déroulée à Porto le 27 juin. Plus de 1200 employés de l'entreprise Molaflex ont manifesté pour la libération de leur patron, incarcéré comme membre actif de l'ELP (Armée de Libération Portugaise, fasciste). Une contre manifestation appelée d'urgence par le PCP et la LCI, dispersa le rassemblement. 88 agents de la PIDE ont réussi à s'échapper, grâce à des appuis bien organisés, de la prison de Alcoentre. Le sabotage économique continue d'aller bon train, depuis la fuite des capitaux (qui provoque heureusement une réaction vigoureuse des travailleurs comme à la SAPEC, belge, ou à la Leo Burnett, américaine) jusqu'au transfert clandestin des troupeaux vers l'Espagne, contre lequel le gouvernement vient de promulguer un décret.

La CIP (confédération de l'Industrie Portugaise, organe du patronat) a tenu à mettre les choses au point lors d'une conférence de presse, le 16 juin. Après avoir exprimé « *leur désaccord fondamental avec les options et les priorités du plan du MFA* » les patrons déclarent que « *si les résolutions du Congrès* (de l'Industrie Privée, convoqué pour le 10 et 11 juillet) *n'étaient pas acceptées par le gouvernement, ceci correspondrait à une marginalisation de la Confédération face au processus en cours* ». Une façon polie de dire : si c'est sans nous, c'est contre nous.

Dans ces conditions il n'est pas surprenant que les travailleurs demandent, voire même exigent d'accéder à l'entrainement militaire et que les soldats, des sous-officiers ainsi que certains officiers acceptent de les y aider. Deux nouveaux Comités de Défense de la Révolution (CDR) ont été récemment créés dans la banlieue de Lisbonne à Santa Condestavel et Santa Isabel. Dans une caserne des environs de la capitale, dimanche dernier, on pouvait voir plus d'une centaine de personnes s'entrainer, venues des commissions de travailleurs et de moradores (habitants) des quartiers voisins. La semaine précédente des affiches annonçaient sur les murs de la caserne : dimanche entrainement de la milice populaire de zone.

la volonté de construire un nouvel Etat

Les commissions de travailleurs et de *moradores* existent maintenant presque partout. Le

désir de s'armer pour faire échec à toute tentative de la réaction montante se traduit par les premières milices de zone et d'entreprise. Entre les deux — et c'est ce qui marque vraiment le début d'une nouvelle phase de la situation portugaise — se cristallise aujourd'hui une tendance à la coordination, à la centralisation des « *structures unitaires de base* » sur les lieux de travail et d'habitation.

Deux nouvelles assemblées populaires se sont tenues le 29 juin ; l'une à Benfica, l'autre à Poutinha. Cette dernière rassemblait les délégués de 15 commissions de travailleurs et de 24 commissions de moradores ainsi que les représentants du 1° régiment du Génie de Poutinha (RE.1). La résolution adoptée par l'assemblée parle de « *la création d'organes de pouvoir populaire, autonomes, embryons d'un nouvel Etat au service des travailleurs* ». Un capitaine — responsable local du MFA pour la « dynamisation » ! — y prit la parole : « *le socialisme ne peut se réaliser que par la prise du pouvoir par les travailleurs. Sinon ce ne sera pas du socialisme, ce sera autre chose mais pas le socialisme* ».

Le 30 juin une réunion de 30 comissions de travailleurs de Lisbonne a élu un secrétariat provisoire composé des délégués des usines Efacec, Cambournac et Petroquimica, chargé « *d'assurer la coordination des organes de la volonté ouvrière* ». Les travailleurs des cinq entreprises (Socal, Celnorte, Celtejo, CPC et CDG) récemment nationalisées du secteur des celluloses ont décidé la formation d'un « *conseil coordinateur* » pour « *le contrôle des directives et des plans de production généraux et, essentiellement, de la destination des bénéfices* ».

La question doit devenir brûlante pour que le capitaine Vasco Lourenço, en pointe dans le Conseil de la Révolution, interroge par l'Expresso sur ces « structures unitaires de base » réponde : « *personnellement j'admets que dans quelque temps commencera à se dessiner une liaison de ces organismes entre eux... l'essentiel est qu'ils soient unitaires. Qu'ils s'appellent Conseils Révolutionnaires ou Comités de Défense de la Révolution, c'est secondaire* ».

Et officiellement le MFA qu'en dit-il ? Pour l'instant rien ; mais dès que le phénomène prendra un peu plus d'ampleur il faut s'attendre à l'éclatement d'une nouvelle crise en son sein. L'enjeu en sera alors clair : l'unité du MFA contre l'unité des travailleurs en voie de constitution. Une partie de l'armée et de l'actuel MFA devra alors choisir. Le PCP aussi sera contraint au choix et devra compter avec les dizaines de milliers de ses militants qui travaillent déjà, sans le savoir, à ce que ce moment arrive. Si les militants révolutionnaires gardent avec ténacité le cap qu'ils ont pris, les réformistes devront compter sans ces travailleurs et contre eux.

A ce moment-là la révolution socialiste portugaise aura véritablement commencé. Ce pourrait être bientôt.

Charles MICHALOUX

Simonet

C. Michaloux et la commission des travailleurs de la Sapec.

A LA SAPEC DE SETUBAL:

« En attendant, on contrôle »

« Attendez, on n'entre pas sans la permission de la commission des travailleurs.

— La presse étrangère ? avec toutes les saletés qu'elle raconte sur le Portugal il faut qu'on demande aux autres camarades de la commission la permission de vous laisser entrer.

— Mais c'est pour Rouge, hebdomadaire communiste révolutionnaire.

— Ah bon. Alors venez. »

Accompagné d'un membre de la commission, on franchit le barrage du piquet de vigilance à l'entrée de l'usine : une pelleteuse et une branche d'arbre entourés d'une dizaine d'ouvriers en combinaison de travail verte, qui se relaient toutes les quatre heures. Dans un bureau, une douzaine de membres de la commission des travailleurs nous reçoivent : ils nous racontent leur lutte.

A la SAPEC (Société anonyme de produits et d'engrais chimiques) de Setubal, à 50 km de Lisbonne, tout a commencé le 23 juin. Les huit membres de l'exécutif de la commission des travailleurs, qui en comprend 24, tous élus et responsables devant l'assemblée générale des 800 ouvriers et employés, présentent leurs revendications aux administrateurs belge et français de la société portugaise, dont le capital est étranger.

1) Les absences répétées et prolongées de l'administration se répercutent sur la mauvaise gestion de l'entreprise. Ça ressemble à du sabotage comme deux gouttes d'eau.

2) Le Dr. Manuel Esquivel, secrétaire général de l'entreprise avant le 25 avril 1974 et ancien gouverneur civil de Setubal sous le régime salazariste, est fortement soupçonné d'avoir eu des liaisons étroites avec la PIDE/DGS. D'ailleurs son cas est en cours d'instruction judiciaire. Il n'a plus rien à faire dans l'entreprise. Il faut l'« épurer ».

3) Les cadres, en plus des 27.000 escudos de leur salaire mensuel (environ 5.200 F, qu'ils touchent 14 fois par an), sont gratifiés d'une prime de logement mensuelle de 10.000 escudos (environ 1.900 F). C'est exorbitant par rapport au salaire moyen des travailleurs : 8.000 escudos (environ 1.500 F). Les primes, au moins, doivent être coupées. En attendant l'accord formel du patron, les employés de la comptabilité s'en chargeront.

4) Pour coiffer le tout, et c'est ce qui provoque la colère des travailleurs de la SAPEC, les administrateurs s'apprêtaient à envoyer au siège social à Bruxelles, 11.000 escudos (environ 200 millions d'anciens francs) à titre de dividendes pour les actionnaires. Pour les travailleurs, il n'en est pas question : c'est à eux de décider si l'administration peut le faire et quand, « *en fonction des besoins du pays* ». Aussitôt contactés, les travailleurs des services de la banque *Espirito Santo*, qui tient le compte de l'entreprise, sont déjà d'accord pour les y aider.

Les travailleurs décident donc le 23 juin d'occuper la SAPEC jour et nuit tout en continuant à y travailler. Bon gré mal gré les administrateurs belge et français, Marc Velga et Pierre Verluga, restent avec eux, nourris et logés — comme tout le monde — dans l'un des bâtiments de l'usine. Le temps que l'affaire se règle.

Les administrateurs semblent n'y rien comprendre : « *le personnel est bien payé, on lui a même construit des logements confortables...* » En bref, ce n'est pas une affaire de bifteck ; qu'est-ce qu'ils peuvent bien vouloir, ces ouvriers portugais ?

« *Nous voulons contrôler l'activité de l'entreprise*, répond la commission des travailleurs, *et nous demandons la désignation d'un délégué du gouvernement qui ait notre confiance, c'est-à-dire choisi sur une liste dressée par nous pour surveiller l'administration en accord avec la commission des travailleurs.*

— Pourquoi pas la nationalisation ?

— Parce que le MFA a dit qu'on n'avait pas assez d'argent aujourd'hui pour payer les indemnisations au capital étranger.

— Mais pourquoi leur payer des indemnisations, ils ont bien assez profité de votre travail ?

— Moi, je suis d'accord. — Moi aussi. » Finalement, ils sont pas mal à être d'accord. « *De toute façon, si le gouvernement décide la nationalisation, on soutient complètement. En attendant, on contrôle.* »

Le 26 au soir, l'accord est signé, en présence d'un délégué du ministère du travail et d'un capitaine du COPCON venu de la caserne voisine. Le délégué du ministère tourne une phrase alambiquée : il est « *pour la classe ouvrière, force motrice de l'histoire* » mais « *contre les rétentions illégales* ». Le capitaine est là, pour le MFA, « *en tant que médiateur* ».

Les travailleurs de la SAPEC ont gagné.

Pourtant la SAPEC n'est pas Citroën ; les travailleurs n'y sont pas mal traités, grâce à plusieurs luttes qu'ils ont menées en 1969 et depuis la chute de la dictature. Ce n'est pas Lip non plus. Il y a bien quelques affiches dans l'usine, du PCP, du PS, et pour l'Angola (signées par la LCI) mais ils n'ont pas l'impression d'être particulièrement à l'avant-garde. « *Tous ensemble et tous unis, quelle que soit notre appartenance politique, nous luttons tout simplement pour la révolution* », disent-ils. Et il est vrai que la lutte de la SAPEC représente une lutte moyenne : à ce titre elle est une bonne image de la réalité d'aujourd'hui et des promesses du Portugal de demain.

C.M.

Simonet

MOZAMBIQUE, LE JOUR J DE L'INDEPENDANCE

La proclamation de la République populaire du Mozambique constitue un bouleversement du rapport de forces en Afrique.

Simonet

Lourenço-Marques, le 25 juin.

Ils sont des dizaines de milliers — 80.000, 100.000 ? — serrés sur les gradins du stade Machava de Lourenço Marques, à chanter les hymnes de la libération mozambiquaine. Il est un peu plus de zéro heure. Le drapeau portugais qui flottait sur le Mozambique depuis 500 ans est amené par un commandant des Forces populaires de libération. Sous la pluie battante un immense cri de colère, de rage, soulève soudain la foule comme un souvenir terrible des souffrances endurées au long de ces siècles et des massacres subis pendant les dix années de la guerre de libération. Vasco Gonçalves, premier ministre du Portugal présent à la cérémonie, ne sait pas très bien quelle contenance prendre.

Il faut avoir vu et entendu la joie magnifique qui secoue ces milliers de travailleurs noirs, auxquels se mêlent un nombre notable de blancs compagnons et militants de la lutte de libération, tandis que monte sous leurs vivats interminables le drapeau de la République populaire du Mozambique, désormais indépendante. A la sortie du stade, après le discours de proclamation de l'indépendance de Samora Machel, président du FRELIMO, ils passeront des heures à courir en riant et en s'embrassant, s'appelant tous camarades. Dans la nuit les guérilléros vident les chargeurs de leur kalatchnikoff pour saluer la victoire, leur victoire.

Le lendemain, toute la population de Lourenço-Marques se met en marche, dès le matin, en de longues colonnes sorties des bidonvilles et de tous les quartiers de la ville, pour venir assister au défilé de l'indépendance. Avant les troupes, et précédant des dizaines de chars représentant l'histoire de la colonisation et la construction du nouvel Etat, passent les cortèges des femmes, des usines et des écoles où claquent, presque confondus, drapeaux du FRELIMO et drapeaux rouges. Au hasard des banderoles, on peut lire : *« Vive le pouvoir des travailleurs », « Vive la lutte des travailleurs du monde entier contre l'exploitation capitaliste »* et bien sûr *« Vive le FRELIMO »*.

le prix et les lendemains de la victoire

Oui, la victoire du FRELIMO sur l'armée portugaise a été totale. Mais à quel prix : des dizaines de milliers de mozambicains sont tombés sous les coups du colonialisme portugais utilisant les mêmes méthodes que ses collègues américains au Vietnam : tortures, napalm, massacres de villages entiers. Mais la force, l'implantation et la détermination du FRELIMO ont empêché que le peuple mozambicain ne soit volé des fruits de son combat. Les mouvements fantôches et néo-colonialistes créés en toute hâte après le 25 avril 1974 avec l'appui de Spinola (Frecomo, Coremo, etc.) ont été réduits au silence après une dernière tentative, en septembre 74, appuyée par certaines unités de commandos portugais.

La proclamation de la République populaire du Mozambique constitue un bouleversement du rapport des forces en Afrique et avant tout dans sa région australe. Les Etats racistes de Rhodésie et d'Afrique du Sud ont leur frontière commune avec le Mozambique et le nouveau régime représente un formidable encouragement (et aussi un soutien matériel) pour les mouvements de libération du Zimbabwé et de Namibie.

Chaque année, plus de 150.000 travailleurs mozambicains se rendaient en Afrique du Sud pour y travailler dans les mines d'or ; et vue la faiblesse économique du nouvel Etat, cette situation durera encore un certain temps. En retour, le régime de Prétoria est extrêmement dépendant de l'énergie fournie par le barrage de Cabora Bassa, l'un des plus importants du monde et initialement destiné à favoriser l'installation de milliers de colons blancs sur les terres irriguées par le barrage, pour faire pièce au FRELIMO.

Les séquelles de l'occupation portugaise sont terribles : il y a presque tout à faire au Mozambique. Les quelques industries existantes sont encore la propriété du grand capital, portugais et britannique essentiellement. Pour l'instant, elles sont placées *« sous contrôle des travailleurs »* en attendant *« la nationalisation à court terme »* nous disait un cadre du FRELIMO.

« le pouvoir populaire »

Dans sa proclamation d'indépendance, Samora Machel disait : *« La République populaire du Mozambique se dote de structures politiques et administratives destinées à appliquer le principe du pouvoir démocratique populaire où les représentants des masses laborieuses désignés démocratiquement exerceront le pouvoir à tous les échelons. »* Pourtant, la Constitution du nouvel Etat stipule que c'est *« le FRELIMO qui dirige l'Etat et la société, qui dirige et supervise l'action des organes de l'Etat. »* Les pouvoirs du FRELIMO sont donc immenses, ainsi d'ailleurs que ceux de son président.

Il ne s'agit pas ici de faire la fine bouche : les problèmes posés par la prise du pouvoir dans une colonie délabrée et ravagée par un demi-millénaire d'occupation portugaise sont ardus et la démocratie ne peut y être instaurée par un coup de baguette magique, fût-il donné par le FRELIMO avec tout le prestige et l'implantation populaires dont il bénéficie. Mais les « groupes dynamisateurs » mis en place par le FRELIMO dans les quartiers et les villages ne ressemblent guère pour l'instant à des embryons de « pouvoir démocratique populaire ». Interrogés, les cadres les présentent plutôt comme des courroies de transmission du FRELIMO et se gardent bien de donner une date limite à cette situation.

C'est la solidarité militante avec *« les ouvriers et paysans, travailleurs des plantations, des scieries et des concessions, travailleurs des mines, des chemins de fer des ports et des usines, intellectuels, fonctionnaires, étudiants et combattants, mozambicaines et mozambicains »* auxquels s'adressait le dirigeant du FRELIMO, c'est cette solidarité qui nous fait dire cela. Et avec eux : *« A luta continua — Continua »* (la lutte continue — oui, elle continue !).

Christian DUBUCQ
Charles MICHALOUX

P.S. : nous voudrions signaler dans ce journal que la direction du FRELIMO nous a accordé un visa pour assister aux fêtes de l'indépendance alors qu'elle le refusait aux représentants de la presse américaine, brésilienne et espagnole, ainsi qu'à certains journaux de droite britanniques et français (comme *le Point*, par exemple). C'est un geste fraternel dont la L.C.R. remercie le FRELIMO.

RECTIFICATIF

Une faute de frappe nous a fait écrire dans le n° 305 de Rouge que 200 travailleurs de la LISNAVE avaient participé à la manifestation des Conseils révolutionnaires. Il s'agissait en réalité de **2.000** *sur les 6.000 ouvriers que comptent les chantiers navals. Cela ne fait que renforcer la signification de cette manifestation, quelle que soit l'orientation politique de ses organisateurs.*

D.R.

Manifestation des femmes à Dijon

TOUS A HENDAYE LE 5 JUILLET !

Contre Franco, pour sauver nos camarades emprisonnés, pas de trêve du soleil !

Le franquisme agonise. Mais, ni les procès retardés, ni le fait de ravaler la façade pour les vacances (devises obligent !...) ne rendent la répression moins féroce et les menaces sur le vie de Eva Forest et ses camarades moins réelles. Quant à la lutte des travailleurs espagnols, elle ne saurait connaître de pause estivale.

L'émigration de milliers de travailleurs vers le Sud de la France et vers l'Espagne doit être l'occasion pour les militants antifranquistes de développer une vaste campagne pour sauver les militants espagnols emprisonnés et menacés de mort. Ceci est d'autant plus urgent que les fascistes espagnols viennent en toute impunité commettre leurs crimes en France même.

Partout, la mobilisation s'organise et ne doit plus s'arrêter jusqu'à ce que les militants espagnols soient sauvés des pattes des bourreaux de Franco. C'est dans ce sens que se prépare la marche d'Hendaye le 5 juillet.

A **Narbonne**, les organisations antifranquistes, avant de se rendre à la manifestation de Perpignan, envoyèrent un télégramme à l'ambassade d'Espagne, lequel était signé par les organisations suivantes : CFDT, Club Louise Michel, CNT, Comités rouges lycéens, Groupe anarchiste révolutionnaire, JOC, JS, Libré pensée, LCR, Ligue des droits de l'homme, Lutte occitane et PS. Le texte fut rédigé ainsi :

« Dénonçons régime de terreur que dictature franquiste fait subir aux travailleurs espagnols. Exigeons libération immédiate des cinq militants en danger de mort au Pays basque et de tous ceux qui aujourd'hui sont torturés et emprisonnés dans les geôles du dernier Etat fasciste d'Europe. »

Un meeting et une manifestation unitaires se tinrent aussi à **Strasbourg**. Un large accord existe au sein du « Comité contre les peines de mort en Espagne » et dans les organisations anti-franquistes (mis à part le PC) pour développer au coup par coup, les réponses à la répression franquiste, et les outien aux luttes des travailleurs espagnols.

PERPIGNAN

A l'appel du « Comité de soutien à Eva Forest et ses camarades », du Comité Espagne libre et du Comidado de Apoyo a Eva Forest, Durxn y Garmendia de Barcelona, 250 personnes participaient à un meeting international anti-franquiste. (Soutenu par : CFDT, CNT, PSU, LCR, OCR, Pétroleuses, PLC, CERAP, EE, FRAP, et LCR-ETA-VI). S'inscrivant dans la campagne de solidarité qui débuta dès novembre, ce meeting permit aux camarades espagnols de s'exprimer librement à 30 kilomètres de la frontière où CRS et Guardia Civil, main dans la main, filtraient le passage.

Correspondant

DIJON

A l'initiative des Pétroleuses, une manifestation s'est déroulée dans les rues de la ville. Soutenue dans l'unité la plus large par : LCR, PSU, AJS-OCI, GCL, CNT, Libre pensée, Ligue des droits de l'homme et des camarades marocains (L.O. fit un ralliement tardif), cette manifestation fut un succès. On put aussi remarquer, dans le flot dynamique du cortège, deux banderoles syndicales CGT-CFDT.

AMIN DADA ET SES ENNEMIS

La presse anglaise et une partie de la presse internationale sont aujourd'hui engagées dans une grande campagne humanitaire pour « sauver » Denis Hill, condamné par un tribunal ougandais. Cette louable action — menée par des gens qui se soucient comme d'une guigne du sort autrement plus menacé de ceux qui croupissent dans les geôles de Pinochet, de Franco ou du Shah d'Iran — mérite qu'on y regarde de plus près. Indépendamment du fond de l'affaire sur lequel nous reviendrons plus loin, il faut souligner qu'à travers l'imagerie dont on se sert pour décrire Idi Amin Dada, sont colportés les pires stéréotypes racistes : ce roi nègre, fou, sanguinaire, ignorant, folklorique — on en passe et des meilleures — tout cela tend à renforcer la bonne conscience des civilisés face à la barabarie propre aux noirs, au jaunes et (pourquoi pas) aux rouges...

L'Afrique d'aujourd'hui est sous la domination néo-coloniale. Le « pittoresque » Amin Dada a été mis en place par un coup d'Etat où les Anglais avaient été directement impliqués, tout comme les Français avaient mis au pouvoir le pittoresque Fulbert Youlou, foutu dehors par la population de Brazzaville en 1963, et le pittoresque Bokassa, qui est toujours là.

En Afrique de l'Est, le nazisme est une abstraction. Ce que les masses ont eu à subir, ce sont la dictature coloniale des « démocraties » et des répressions sanglantes (80.000 morts à Madagascar en 1947, autant quelques années plus tard au Kenya lors du soulèvement Mau-Mau) ; on a les génocides qu'on peut.

Mettons les choses au point : côté faste et pittoresque, la monarchie anglaise n'a rien à envier à Amin Dada en ridicule. Côté fascisme, répression intérieure, Amin Dada est partie prenante de la domination néo-coloniale, ni plus ni moins : la paysannerie est exploitée comme ailleurs au profit d'une bourgeoisie bureaucratique et de l'impérialisme ; ses prisons ne sont guère plus pleines de celles du « sage » Senghor, et on exécute les opposants plutôt moins qu'au Cameroun ou au Zaire.

Si la presse britannique se déchaine aujourd'hui, c'est essentiellement parce qu'Amin a exproprié, il y a deux ans, une partie importante des colons britanniques et des commerçants indiens, au profit de la couche bureaucratique et militaire autochtone. Ce sont ces pieds-noirs et ces nostalgiques de la colonisation qui mènent aujourd'hui campagne. Dans ce combat, nous ne sommes pas partie prenante.

Cédric LEVALLON

Simonet

cinélutte se présente

notre travail ne s'arrête pas à la fabrication d'un film, c'est aussi et surtout sa diffusion militante.

● Cinélutte est un collectif de cinéastes militants qui s'est constitué en 1973, pendant le mouvement de la jeunesse contre la loi Debré.

Depuis 1968, des luttes de plus en plus nombreuses s'attaquent à la domination bourgeoise, à l'exploitation capitaliste : Joint Français, Lip, Cerisay, Darboy, etc... Notre but est de prendre part à ces luttes en tant que cinéastes, de mettre à leur service l'arme du cinéma.

Mais nous ne voulons pas nous contenter d'enregistrer passivement les épisodes de la lutte des classes comme si tout se situait au même niveau. Nous cherchons à dégager ce qui est porteur d'avenir.

En nous appuyant sur les travailleurs les plus combatifs, en suivant leur orientation, en participant à leurs luttes, nous désirons avant tout propager l'idée de l'unité ouvrière contre la classe capitaliste, de la démocratie ouvrière dans la lutte. C'est dans ce sens que nous avons lutté et filmé avec les travailleurs immigrés contre la circulaire Fontanet-Marcellin, avec les caissières d'un supermarché, avec les employés des banques, avec les travailleurs de l'imprimerie Darboy.

Mais notre travail ne s'arrête pas à la fabrication des films. La ligne politique de nos films c'est aussi et surtout leur diffusion militante, leur capacité à s'inscrire dans les débats de la gauche ouvrière et populaire.

Nous refusons de plaquer des analyses toutes faites et d'assèner aux masses la vérité du dogme, au rythme inlassable de vingt quatre articles de foi par seconde. Pour nous, « la diffusion commande à la production ». C'est-à-dire que seule la diffusion de masse permet de vérifier et de construire notre orientation, de mesurer l'importance des batailles politiques auxquelles nous participons.

Quand, par exemple, nous tirons un bilan positif de la diffusion de *« Petite tête, grandes surfaces »*, ce n'est pas en fonction de nos goûts personnels, ni du nombre de spectateurs ; c'est parce que dans de nombreuses diffusions — groupes femmes de quartier, ciné-club de lycée, centre P.T.T. en grève — nous avons pu vérifier, par des débats sur la place des cadres dans la lutte des classes (et à travers une bataille contre la ligne bourgeoise de « l'union des couches antimonopolistes »), par des débats sur la nécessité de l'unité ouvrière, et sur l'oppression des femmes dans la société capitaliste, l'utilité politique de ce film.

Ces bilans sont autant d'indications sur les débats vivant au sein de la classe ouvrière, autant d'incitations pour les productions à venir.

Petit à petit, à l'école de la diffusion, par les liens que nous nouons avec les travailleurs, nous espérons que nous pourrons progresser dans la voie d'un cinéma révolutionnaire : et toute notre expérience nous convainc que seule la classe ouvrière, en rejetant les idées réformistes et révisionnistes, en construisant dans ses luttes son autonomie, est susceptible de nous ouvrir cette voie.

Cinélutte - juin 1974

« l'autre façon d'être une banque »

tourné pendant la grève du « Crédit Lyonnais ».

La fonction essentielle et initiale des banques est de servir d'intermédiaire dans les paiements. Ce faisant, elles transforment le capital-argent inactif en capital actif, c'est-à-dire générateur de profit et, réunissant les divers revenus en espèces, elles les mettent à la disposition de la classe des capitalistes.

Au fur et à mesure que les banques se développent et se concentrent dans un petit nombre d'établissements, elles cessent d'être de modestes intermédiaires pour devenir de tout-puissants monopoles disposant de la presque totalité du capital-argent de l'ensemble des capitalistes et des petits patrons, ainsi que de la plupart des moyens de production et des sources de matières premières d'un pays donné, ou de toute une série de pays.

V. LENINE

● Le film *L'autre façon d'être une banque*, produit et réalisé par *Cinélutte*, a été tourné au printemps 1974, pendant la grève des employés du *Crédit Lyonnais* à Paris. Nous pensions que cette lutte par les formes qu'elle revêtait, pouvait avoir une valeur exemplaire dans une conjoncture électorale et c'est dans cet esprit que nous y sommes allés filmer. Pompidou venait de mourir, mais la grève, elle aussi, tirait à sa fin... Le climat était tendu ; la direction, avec l'appui de la presse, de la radio, de la télé, poussait à la reprise. La C.G.T. aussi. Et la police se faisait pressante.

Nous avons, comme cinéastes, choisi notre camp : celui du comité de grève. Nous avons suivi les actions qu'il organisait : popularisation dans des agences démoralisées, organisation des piquets de grève, etc. Notre lien avec le comité de grève s'est poursuivi pendant le montage du film. Nous avons discuté aux différentes phases du travail de montage avec des militants de la section C.F.D.T. du *Crédit Lyonnais*. Ces camarades intervenaient à titre personnel.

L'autre façon d'être une banque est le résultat de la collaboration entre *Cinélutte* et les travailleurs engagés dans la lutte. Collaboration : discussion, lutte, critique.

Le film, après un rapide historique du déroulement de la lutte, dépeint l'enthousiasme des piquets de grève. On interpelle les non-grévistes. On s'en prend aux militants de la C.G.T. qui « appellent à la reprise alors qu'ils n'ont fait que douze heures de grève ». On chante aussi les revendications. On chante l'unité. On chante... *la chanson du syndicaliste*.

Le film montre les provocations policières, les affrontemetns. Le commissaire : *« Un serrurier... il faut appeler un serrurier. »* Mais les occupants qu'il expulse sortent la tête haute, le poing levé, *« Ce n'est qu'un début ! »*...

Malgré tout, finalement, il faut reprendre.

Comment ?

Le comité de grève se réunit, prépare une assemblée générale. *« Nous reprendrons tous ensemble. »* C'est l'occasion de montrer à ces cadres qui ont choisi le camp de la direction que reprendre n'est pas céder.

C'est l'occasion de dire clairement à certain cadre qui a choisi le camp de la police ce qu'on pense de lui...

« Que la direction et les petits chefs ne s'y trompent pas. C'est la tête haute que nous rentrons. Car si nous n'avons pas obtenu satisfaction à toutes nos revendications, cette grève a été pour nous un combat victorieux. Tout au long de cette grève, nous avons fait l'expérience de la démocratie. Et ce qui a permis l'exercice de cette démocratie, c'est le comité de grève. Le comité de grève c'est l'émanation directe des travailleurs. Il a permis à tous syndiqués et non syndiqués de diriger la lutte. Nous avons fait la preuve de notre force et de notre combativité. Les banquiers n'ont pas fini d'en voir. »

Le film se présente comme une succession de « chapitres ». Il ne pouvait s'agir pour nous de faire une chronique complète de la grève, ni une analyse détaillée. D'une part les documents que nous avions recueillis n'y suffisaient pas, même en y ajoutant des interviews réalisées après coup. Mais, d'autre part, et cela est plus important, ce choix répond à l'évolution actuelle de Cinélutte.

première victoire

le quotidien dispose de plus de 10 millions d'aF.

Le premier rendez-vous financier de fin juin devrait nous permettre de réunir 10 millions d'aF. Le démarrage fut lent... Mais depuis quinze jour, tout le monde s'est mobilisé. Nous avons dépassé les objectifs et c'est une première victoire ! La notre et surtout la vôtre, *camarades, futurs lecteurs d'un quotidien authentiquement communiste.*

Certes, nous sommes encore loin des 200 millions indispensables. Les devis établis actuellement montrent que sur ce chiffre, il n'y a pas d'erreur. Alors une première victoire... c'est entendu. Mais il ne faut pas s'endormir sur les lauriers !

Et nous avons de bonnes raisons de croire qu'une pause serait mal venue. Car nous sommes partis à la chasse aux locaux : rien n'est donné. Dans quelques semaines nous aurons peut être signé un bail pour une imprimerie. Si le marché se réalise, c'est une affaire de 20 millions anciens. Et personne ne nous fera de cadeau ou de crédit. Alors fixons-nous un second rendez-vous financier pour fin septembre *et décidons que nous atteindrons* un chiffre supérieur à 30 millions.

Cela fait environ 13 millions en trois mois pendant les vacances. Il ne faudra pas traîner. Rouge sera mis en vente dans l'essentiel des stations de vacances. Un dépliant de 4 pages faisant à la fois affiche et publicité sortira dès la semaine prochaine qui pourra être utilisé tout l'été. Les vignettes pour la fête-forum vont également sortir.

Partout sur les plages, dans les festivals celui d'Avignon, celui du jazz, des collectes peuvent être organisées.

COURRIER DU QUOTIDIEN

Thierry-Mont Saint-Aignan (76)
Outre les 125 F que je verse aujourd'hui, je m'engage à vous envoyer chaque mois un minimum de 100 F. En plus, je vais sonder autour de moi pour la vente des bons de soutien sur le quartier et même sur la commune... au porte-à-porte et sur les centres commerciaux.

XXX-XXX
Une solde de bidasse... je verserai la prochaine en septembre.

Georges—Sympathisant Aix
Je vous apporte ici une contribution : un projet d'affiche pour Rouge... Ci-joint un chèque de 50 F de ma mère. Nous continuerons à vous envoyer de l'argent durant tout le temps de la souscription.

Jean-Louis—Sceaux (92)
Je vous envoie un chèque de 30 F pour le quotidien. Sur cette somme, 20 F ont été donné par un lecteur de Politique-Hebdo, non lecteur de Rouge, qui désire garder l'anonymat.

Yves—Paris 1er
Je vous envoie 100 F pour le quotidien.Je ferai le maximum pour envoyer au moins la même somme chaque mois jusqu'en janvier. Je cherche actuellement des projets d'affiche pour la campagne du quotidien.

M.-Orléans
Vu l'urgence de « râcler tous les fonds de tiroir » pour atteindre les 10 millions, nous vous envoyons 557,00 F.

POUR LE QUOTIDIEN ROUGE

121 263,00 fr.

SOLDE ANTERIEUR	50861,60
Lycéens Melun	50,00
Sympathisants Melun	136,00
Diffuseurs de Pau	400,00
Diffuseurs Orléans	572,00
C.R. enseignant Sartrouville	232,00
Diffuseurs Sartrouville	120,00
Un travailleur de Meudon	150,00
Un travailleur du bâtiment Chevreuse	90,00
C.R. Lycée Hoche Versailles	60,00
E.N. St-Germain-en-Laye	130,00
A.C. Tourneur, Conflans	100,00
C.E. Bandau	100,00
Dégremont (Rueil)	179,00
Fac. Nanterre	240,00
Diffuseurs Nanterre	2013,00
Diffuseurs Boulogne-Billancourt	5190,00
Hôpital Pitié Salpêtrière	450,00
Sympathisants 13ème	1246,00
C.R. Monet	17,00
C.R. 18°	530,00
Crédit Lyonnais	100,00
Hôpital Pontoise	40,00
Employé de banque Pontoise	20,00
Lycée Pontoise	77,00
C.E.T. Pontoise	50,00
Diffuseurs Cherbourg	300,00
Surveillant Vitry	100,00
D.M. enseignant Thiais	40,00
J.B. Toulouse	1000,00
J-F. D. Casablanca	150,00
L.J. Rouen	100,00
H.G. Epinal	200,00
L.d.P. Fécamp	100,00
B.L. Rouen	100,00
G.J. P.T.T. Caen	100,00
N.D. Talence	100,00
P.O. Paris 6°	50,00
Cercle Rouge Avignon	100,00
Diffuseurs Nancy	100,00
Y.L. Paris 10°	100,00
Diffuseurs fac de Droit	120,00
Diffuseurs Paris 14°	500,00
Diffuseurs de Trappes	300,00
Comité rouge E.N. Le Bourget	250,00
M.N.R. La Courneuve	50,00
Groupe Taupe E.G.F. Paris	110,00
M. Enseignante Paris	50,00
Groupe Taupe et lecteurs Honeywell Bull	445,00
Professeur Université Paris VIII	60,00
Secrétaire médicale	500,00
Diffuseurs Aix-En-Provence	1180,00
G.T. Paris	50,00
J-L. D. Clermont	392,00
Comité rouge Beaux-Arts	500,00
Un enseignant de l'Indre	400,00
C.R. et diffuseurs Tolbiac	1820,00
Diffuseurs Nice	120,00
2 enseignants d'un C.E.S. de Mâcon	40,00
Librairie Rouge	355,00
P.C. étudiant Fréjus	50,00
G.E. Paris 3°	100,00
R.F. Montreuil	300,00
M.C. Paris	100,00
A.M. Sète	50,00
Diffuseurs Trouville	75,00
Un objecteur des Vosges	100,00
B.C. rédacteur Châtou	50,00
B.M. Toulouse	100,00
B.P.Conques-sur-Orbiel (11)	300,00
Un enseignant de Sedan	50,00
Groupe Taupe Sedan	110,00
C.C. Evreux	150,00
F.L. Caen	100,00
E. Saint-Cloud	200,00
E.D.F. Châtou	78,00
Diffuseurs de Nantes	365,00
Elèves infirmières Paris	110,00
F.R. psychologue Paris	20,00
A. et J.C. lycéens Hayange	320,00
Stage formation banlieue Est	130,00
P.D.	100,00
D. étudiant Flers	50,00
H. lycéen	100,00
P.S. Lille	30,00
I.M. Metz	150,00
Diffuseurs de Metz	845,90
Une solde de bidasse	200,00
J-C. Z. Roubaix	100,00
H.G. Lens	100,00
Bibliothèque universitaire Lille	400,00
Deux camarades allemands	83,00
J-L. G. Sceaux	30,00
F.B. lycéen Brunoy	10,00
V.J. Paris 13°	100,00
L.M. Quincy/Sénart (91)	500,00
L.G. Valence	100,00
Diffuseurs Laval	200,00
P.L. Montluçon	115,00
C.E.T. Fontenelle Louviers	640,00
E.N.I. Rouen	1370,00
Diffuseurs Rouen	1183,00
J-J. D. Caen	20,00
Hôpital St-Germain	70,00
Manœuvre Pathé-Marconi	20,00
Enseignant lycée Sartrouville	355,00
C.R. enseignant Sartrouville	150,00
Elèves infirmières Paris	320,00
Jussieu fac.	293,00
S.N.C.F. Gare Lyon	200,00
A.T. Paris 1(°	200,00
St-Antoine Hôpital	89,00
C.R. Paris 12°	410,00
Postier P.L.M.	200,00
Un travailleur de Lille	150,00
C.R. étudiant Lille	150,00
G.B. Lille	25,00
Comité rouge Angoulême	150,00
D.M. Evreux	100,00
Diffuseurs Evreux	500,00
P. chômeur Montreuil	10,00
Groupe Taupe Hôpital Angers	50,00
L.D. D.B.A. Bendix(angers)	30,00
Diffuseurs Angers	10,00
Diffuseurs et C.R. de Brest	1000,00
Diffuseurs de Nantes	400,00
C.V. Lunel	100,00
D.S. Le Havre	100,00
Diffuseurs Dijon	190,00
Camarade des P.T.T. Toulouse	100,00
Diffuseurs d'Agen	55,00
Comité Rouge Soissons	74,50
A.J. St-Germain-en-Laye	100,00
Une vieille dame de St-Raphaël	50,00
P.T.T. Postaux Nord	230,00
Groupe Taupe Postaux Nord	120,00
Prof. C.E.T. Coulommiers	30,00
Diffuseurs St-Denis	850,00
Diffuseurs Sarcelles	150,00
Diffuseurs St-Ouen	150,00
Diffuseurs Villetaneuse	100,00
Diffuseurs Sarcelles	400,00
Diffuseurs Aubervilliers	150,00
Diffuseurs Mende (48)	200,00
Diffuseurs Créteil	805,00
C.O. surveillant Vitry	60,00
Enseignant lycée de Thiais	20,00
E.D.F. Paris	150,00
Colombes	160,00
Comité rouge Colombes	100,00
Diffuseurs Colombes	150,00
Comité rouge Louviers	250,00
Groupe Taupe Grand-Quevilly	100,00
C.D. St-Germain en Laye	250,00
Comité Rouge Avignon	50,00
Equipement Passy	200,00
A.N.P.E.	50,00
Aviation civile	120,00
Lycée 16°	61,00
E.N.S. Ulm	300,00
Sympathisants 13°	61,00
Diffuseurs montpelliel	441,00
M.S. Paris 9°	50,00
Diffuseurs Colombes	250,00
Diffuseurs Gennevilliers	250,00
Diffuseurs Clichy, Courbevoie, Gennevilliers	560,00
Soldat Allemagne	200,00
Diffuseurs Aubervilliers	100,00
D.B. Chelles	150,00
Diffuseurs Paris centre	50,00
L.D. Ozoir-la-Ferrière	60,00
Imprimeurs Montfermeil	250,00
Sympathisants H.P. Ville-Evrard	70,00
Employés FNAC-Châtelet	480,00
Joint Français Bezons	550,00
Lycéens Argenteuil	20,00
Diffuseurs Eaubonne	200,00
Diffuseurs Argenteuil	490,00
Collecte marché Argenteuil	12,00
Diffuseurs Argenteuil	100,00
Sympathisant Orléans	100,00
Diffuseurs Le Puy	100,00
D.L. Nancy	70,00
J.C. Nancy	100,00
P.N. Nancy	108,00
A.R. Nancy	10,00
B.R. Nancy	10,00
Comité Rouge Nancy	70,00
D.D. Nancy	100,00
J.C. Nancy	40,00
Diffuseurs Strasbourg	100,00
2 sympathisants de Caen	100,00
Diffuseurs 15°	200,00
R.M.N. La Courneuve	50,00
B.V. Paris 1er	200,00
D. Marolles	50,00
Enseignants CES Savigny	30,00
P.C. (C.R. Corbeil)	70,00
Sympathisants Grenoble	200,00
B.R. Grenoble	100,00
Sympathisantes lycéennes Grenoble	240,00
A. Etudiant Grenoble	12,00
Groupe Hôpital psychiâtrique St-Egreve Grenoble	300,00
L.M. Grenoble	30,00
M. Grenoble	5,00
Comité Rouge Lycée Champollion Grenoble	125,00
J-L. D. Riom	1400,00
Enseignants CES Houilles	100,00
Collecte marché Sartrouville	20,00
Diffuseurs 15°	1130,00
Diffuseurs Nice	280,00
Cheminots Dreux	50,00
Un flic de Dreux	100,00
Hospitalière Dreux	50,00
Enseignants Dreux	100,00
Lycéens Dreux	100,00
Diffuseurs nantes	525,00
Diffuseurs Ivry	200,00
P.G. et Y.G. retraités La Rochelle	100,00
M.R. Instituteur Rochefort	50,00
P.S. Paris 20°	100,00
Un travailleur des Wagons-lits	150,00
Sympa,hisant Brétigny	10,00
Enseignant Paris 20°	100,00
Un étudiant Vincennes	10,00
Groupe Taupe etDiffuseurs imprimerie	510,00
Hôpitaux Paris Nord	580,00
Diffuseurs immigrés 20°	50,00
G.R. Aix	50,00
B.G. Le Trait (76)	50,00
Diffuseurs Nancy	490,00
Comité Rouge Estienne 13°	70,00
M.L.A. Salbris	50,00
Diffuseurs Dauphine	130,00
Diffuseurs Massy	890,00
Diffuseurs Paris	100,00
Un camarade de la LMR Lausanne	50,00
Librairie Rouge	230,00
A. et J. Bois-Colombes	100,00
C.L. Paris 13°	50,00
Hospitaliers Dreux	200,00
Fonction publique Chartres	385,00
Travailleuse Chartres	50,00
Lycéens Chartres	30,00
Meeting Indochine Chartres	15,00
J.L.R. Mayet (72)	50,00
Diffuseurs Le Mans	1295,00
Anonyme Dijon	582,00
J-M. B. Melun	50,00
Diffuseurs Censier	100,00
T.L. Mt-St-Aignan	125,00
B.D. Louviers	100,00
A.C. Orsay	30,00
Ministère Agriculture	300,00
Diffuseurs immigrés	500,00
Diffuseurs Marseille	5795,00
Recherche scientifique Marseille	1700,00
M.J. Bazouges la Perouse (35)	60,00
F.C. Boulogne/mer	25,00
Diffuseurs Perpignan	1485,00
Sympathisant étudiant médecine Paris 12°	20,00
Diffuseurs Orléans	557,00
M.M. Ballancourt (91)	200,00
Sympathisants Poitiers	360,00
Diffuseurs Dijon	400,00
Diffuseurs Amiens	150,00
Diffuseurs montbeliard	150,00
Sympathisants et Diffuseurs Hôpital Besançon	130,00
Diffuseurs et sympathisants Besançon	150,00
Anonyme Chalons/Saône	20,00
J-M. B. Issy-les-Mx	200,00
L. Groupe Taupe Inra	50,00
T.B. Puteaux	100,00
S.P. Paris 13°	100,00
H.G. St-Hilaire du Touvet (38)	58,00
Erreur sur versement Lyon (paiement Rouge)	— 2330,00
TOTAL	121263,00
Groupe de Berlin	500 D.M.

SOUSCRIVEZ

Pour la sortie de Rouge Quotidien en janvier 1976

Chèques ou mandats à l'ordre de P. Chenot. A renvoyer à ROUGE, 10, impasse Guéménée, 75004 Paris.